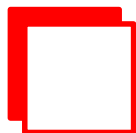


A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°217 - 1,50 € - Septembre 2010



Pour l'Emancipation Sociale!

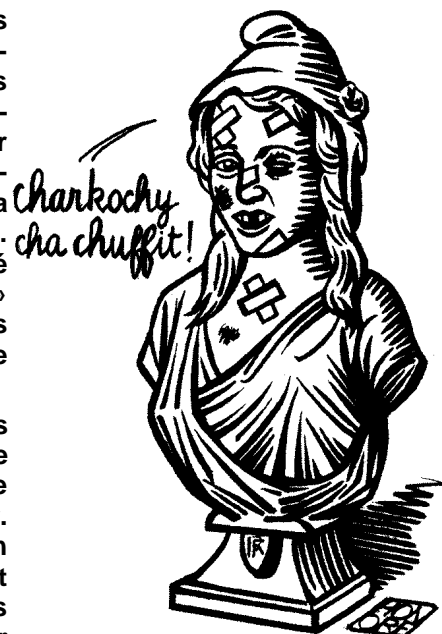
Etre ou ne pas être révolutionnaire, là est la question !

L'analyse de ce qui se passe chez ceux «d'en haut» n'est pas bien compliquée à faire : dans sa nouvelle crise, carabinée, le Capital est pris de soubresauts si violents et durables que les élites dirigeantes en sont fortement déstabilisées. En France, ces mercenaires du système sont de surcroît complètement déconsidérés par des «scandales» qui soulignent leurs responsabilités et leur rapacité. C'est pour tenter de se refaire une santé politique que Sarko a tenté alors une vieille recette en désignant des boucs émissaires. Ce faisant, il n'a pas seulement, de manière irresponsable, négligé les dangers du procédé; il n'a même pas su prévoir que ses «amis» politiques allaient en profiter - en interprétant un numéro de belles âmes indignées ! - pour mieux se positionner dans ces querelles de pouvoir qui vont toujours crescendo quand la chienlit grandit.

La conclusion à tirer «en bas» n'exige pas non plus de gros efforts intellectuels : le système capitaliste a fait son temps; de régression imposée en régression négociée, sa mécanique folle nous conduit inéluctablement au désastre. Nous devons l'arrêter. Question de survie. Or un coup d'arrêt n'est envisageable qu'en créant un rapport de forces suffisant à l'occasion d'un affrontement majeur avec ceux «d'en haut»; c'est-à-dire tout le contraire de ces journées (dites) d'action qui ne peuvent évidemment déboucher sur rien, sinon sur un renforcement du pouvoir des puissants qui apparaissent à chaque fois un peu plus indéboullonnables. Conclusion : Allons-y, donc ! Le 7 septembre, une belle occasion se présente, comme on n'en verra plus avant longtemps : engageons-nous et faisons tout pour que démarre enfin une grève reconductible.

Mais qu'est ce qui fait que ceux «d'en bas» ne parviennent pas à tirer aisément cette conclusion ? Qu'est-ce qui fait que beaucoup abandonnent autonomie et rationalité pour se laisser gruger par diverses embrouilles ? Des embrouilles syndicales où on veut nous faire croire qu'on peut améliorer les retraites sans d'abord obtenir le retrait du projet gouvernemental ; des embrouilles politiques où on veut nous faire gober que tout est de la faute des Roms ; des embrouilles syndicales et politiques où on veut nous faire admettre qu'il faudra absolument rembourser la dette publique. Des embrouilles où s'empêtre, hélas, l'esprit de révolte des opprimés qui laissent alors le champ libre à leurs adversaires de classe, quand ils n'appellent pas au secours le directeur du FMI. «*Quand le prolétariat n'est pas révolutionnaire, il n'est rien*», disait Marx.

Avec la détermination d'un prolétariat en révolution, aucune de ces embrouilles ne pourrait faire long feu. La dette, par exemple, conduirait à s'interroger sur la nature de la créance et l'identité des créanciers. Une fois identifiés, on leur refuserait aussi sec le paiement des intérêts qu'on utiliserait alors pour financer de belles retraites et de somptueux services publics.... Mais ne nous emballons pas, on n'en est pas encore là !... Préparons le 7 septembre et surtout ses «suites révolutionnaires»...



Un affrontement décisif et difficile

(Par Antonis Danellos)

Antonis Danellos est journaliste, dirigeant du syndicat des journalistes et l'un des principaux animateurs de DEA (la Gauche ouvrière internationaliste). Il a fait cet exposé à l'occasion de la tenue de Socialism 2010 organisée chaque année par l'ISO (*International Socialist Organization*) à Chicago et à San Francisco. L'addendum a été écrit sur la base des notes de Sotiris Martialis de la direction de DEA et syndicaliste reconnu du secteur des enseignants. Le tout a été traduit par *A l'Encontre* et mis en ligne sur son site.

Je vais diviser mon exposé sur la Grèce en six points, en commençant par la situation politique dans le pays.

1° Il y a huit mois – ce qui représente, aujourd'hui, pour moi une date très éloignée – le gouvernement grec était un gouvernement de la droite officielle. Il s'agissait du parti de la Nouvelle Démocratie, parti conservateur. Le premier ministre, Kostas Karamanlis, avait gagné les élections une année auparavant. Il avait devant lui trois ans pour mener à bien son projet et disposait d'une majorité au parlement. Mais il avait compris ce qui allait arriver et il savait que son parti – qui était haï par une majorité de la classe ouvrière en Grèce et était très faiblement influent dans le mouvement syndical – ne pouvait pas mener à bien une brutale politique d'austérité. Ainsi, subitement, Karamanlis apparaît à la télévision et affirme qu'il préfère des élections anticipées. Il dit vouloir un nouveau gouvernement afin de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour affronter la crise économique.

En réalité, ce faisant, il transférait le pouvoir à la social-démocratie, c'est-à-dire au PASOK, dirigé par Georges Papandreou. Ce dernier se présentait aux élections avec le slogan : « Yes, we can ! » Un slogan bien connu aux Etats-Unis, efficace du point de vue propagandiste et qui a l'avantage d'être tout sauf concret. Le résultat des élections fut marqué par une défaite massive de la Nouvelle Démocratie qui obtint quelque 34% des voix. Son score le plus bas depuis la chute de la dictature en Grèce.

Le PASOK obtint 44% des voix et une majorité absolue au parlement. Mais, cette fois, on n'assista pas à des manifestations festives dans les rues à l'occasion de cette défaite de la droite. Les gens percevaient que, une fois de plus dans l'histoire, la social-démocratie arrivait au gouvernement pour exécuter le sale boulot en faveur des capitalistes.

Il n'y avait donc pas de raisons d'être heureux. En outre, la gauche en Grèce a obtenu un bon résultat électoral ; quand je fais référence à la gauche, je désigne les forces se situant à la gauche de la social-démocratie, soit le vieux PC et la gauche révolutionnaire.

Le parti communiste de Grèce a obtenu 7,5% des voix et SYRIZA, la coalition de la gauche radicale – à laquelle notre organisation participe depuis sa création – a obtenu quelque 5% des voix. L'extrême-droite a fait 6%.

Pour comprendre non seulement ce ré-

sultat, mais aussi ce à quoi l'on peut s'attendre en Grèce, je dois vous indiquer que la société grecque est très politisée. L'explication de ce phénomène réside dans son histoire. Après la Seconde guerre mondiale, nous avons connu une guerre civile au cours de laquelle la gauche fut battue. Mais dix ans après, la gauche avait récupéré de cette défaite. Les classes dominantes ont eu besoin d'un régime de dictature pour contrôler les développements socio-politiques. Cette dictature fut renversée par une révolte venant d'en bas.

Puis, nous avons connu les événements de 1974 qui, en quelque sorte, représentent notre mai 1968 retardé. On a connu alors dix années de luttes ouvrières massives couronnées par de nombreuses victoires. Tout ce que nous avons gagné en Grèce l'a été durant cette période : de meilleurs salaires, des syndicats, des libertés dans les entreprises, des droits démocratiques dans la société et ainsi de suite. La plus grande victoire durant cette période résidait dans la conscience que la classe ouvrière disposait d'un pouvoir important au sein de la société et que personne ne pouvait ne pas tenir compte de ses capacités, de ce dont elle était capable. Et c'est toujours le cas.

2° Mon deuxième point a trait à l'ampleur de la crise. Lorsque le premier ministre Georges Papandreou du PASOK arrive au «pouvoir», la première chose qu'il affirme est la suivante : «Les données sont pires que ce j'attendais.» Il peint un tableau avec des couleurs sombres, afin de justifier sa politique.

En fait, la réalité renvoie à une crise profonde du capitalisme en Grèce. Le déficit budgétaire équivaut à 12% du PIB (Produit intérieur brut), ce qui est quatre fois supérieur à la limite de 3% fixée par le «Pacte de stabilité et de croissance» de l'Union européenne. Par ailleurs, ces 12% seront corrigés par la suite pour atteindre presque 14%. Le danger apparaît grand que la Grèce se déclare dans l'incapacité de faire face aux obligations du paiement de sa dette publique. Une explication est nécessaire à ce propos.

Le capitalisme grec constitue le maillon faible du capitalisme européen. Et comme de normal, c'est le maillon faible qui est le premier mis sous tension, qui est le premier frappé par la crise internationale du système capitaliste international. Il faut préciser que ce sont les segments les plus forts du capitalisme grec qui ont été touchés les premiers.

Les banques grecques qui étaient

championnes de la politique néolibérale dans les Balkans – qui s'y étaient donc implantées – se trouvent dans une situation délicate ; leurs bilans sont dans le rouge ; leur avenir est incertain. De même, d'importantes firmes actives dans le secteur de la construction s'étaient fort étendues au cours des années précédentes non seulement en Grèce, mais dans les Balkans, la Turquie et dans des Etats comme celui de Dubaï – un Etat du Golfe qui a dû être renfloué par son voisin Abu Dhabi. La crise dans la plupart de ces pays les a frappés. Enfin, les firmes commerciales avaient acquis une position dominante (ou relativement dominante) dans les Balkans.

Ces trois éléments – combinés – ont été attaqués par la crise économique du capitalisme international et grec en particulier.

Le second facteur qui doit être pris en considération dans cette crise n'est autre que le coût élevé pour l'Etat grec du sauvetage des banques, leur renflouement selon la formule consacrée. Au cours d'une nuit, Karamanlis a décidé de leur allouer 28 milliards d'euros. Ce n'est pas une somme énorme comparée avec d'autres qui ont été mobilisées dans différents pays. Mais pour une économie comme la Grèce, cette somme est colossale. Il suffit de la rapporter aux 25 milliards que le ministre des finances veut «économiser» au travers de son brutal plan d'austérité. C'est moins que ce que le gouvernement a alloué aux banques en une nuit. Et Georges Papandreou continue à le faire.

Un troisième facteur mérite d'être souligné à propos de cette crise : c'est le prix à payer pour vingt années de politique néolibérale. Au début des années 1990, les profits du capital étaient imposés à hauteur de 45%. Maintenant, les impôts sont réduits à 20% dans le secteur manufacturier et à 12% dans le secteur financier. C'est un recul important en termes d'imposition du capital. Mais cela va au-delà. Au cours des dernières années – durant le gouvernement de Karamanlis – les personnes fortunées, les capitalistes, les grandes entreprises et les banques ne payaient simplement pas d'impôts. Ils gardaient cet argent. Et, de plus, ils amassaient les cotisations sociales des travailleurs qu'ils collectaient dans leurs entreprises. Dès lors, les finances publiques de la Grèce reposent avant tout sur les impôts (directs et indirects) payés par les salarié-e-s. Ce qui évidemment ne pouvait pas suffire.

Un quatrième facteur dans cette crise économique renvoie à la spéculation inter-

nationale. Je vais vous donner deux exemples. La banque d'affaires Goldman Sachs avait la fonction de conseiller du gouvernement grec pour tout ce qui relevait de la gestion de la dette souveraine. Et le gouvernement faisait tout ce que Goldman Sachs lui disait de faire. Au même moment, Goldman Sachs conseillait un important *hedge fund* (un fonds spéculatif) de parier sur le fait que, en dernière instance, l'Etat grec ne serait pas capable d'honorer sa dette.

Un autre exemple est fourni par la respectée agence de notation Moody's. Moody's a abaissé la note de toutes les économies du sud de l'Europe, semaine après semaine. [Le 22 avril 2010, Moody's avait rétrogradé la note souveraine grecque de A2 à A3 ; le 15 juin 2010 cette note passait de A3 à Ba1]. Deux jours avant l'écroulement de Lehman Brothers, en septembre 2008, Moody's ne conseillait pas seulement les capitalistes grecs, mais aussi les épargnants grecs, d'investir dans Lehman Brothers, en affirmant que ses perspectives d'avenir étaient brillantes.

Le cinquième facteur pour saisir les traits spécifiques de la crise grecque réside dans la corruption. Au plan économique, la corruption n'est pas si importante. Mais elle est très importante aux plans politiques et idéologiques par rapport aux batailles qui se présentent devant nous.

En Grèce, l'ampleur de la corruption a été énorme, entre autres à l'occasion des Jeux Olympiques de 2004. Le pouvoir et ses alliés ont construit un grand stade au milieu d'Athènes pour le badminton. Il n'y a pas cinq Grecs qui jouent au badminton. Maintenant, le stade est fermé. Mais il a coûté et coûte des sommes importantes. Ils ont aussi bâti un énorme stade pour le Tae Kwon Do et d'autres sports d'arts martiaux. Très peu de Grecs s'adonnent à ces sports. Maintenant, il est vide. Pour nous, ce n'est pas totalement négatif, car nous pouvons organiser des rencontres et des meetings ! Mais tout cela – et ce n'est là que quelques exemples marginaux – a coûté des sommes énormes.

Autre exemple de corruption: celui de la transnationale allemande Siemens. Elle a vendu à l'Etat grec un système appelé C41 – un énorme œil placé dans le ciel d'Athènes pour surveiller toute la conurbation de plus de 4 millions d'habitants [sur une population totale du pays de quelque 11 millions] durant les Jeux; cela afin de «les protéger face aux terroristes arabes» ou même grecs. Ils étaient censés placer des bombes dans les divers stades. L'Etat grec a dépensé 100 millions d'euros pour ce système de surveillance, avec les commissions qui accompagnent ce genre de transactions. Et, ce système de surveillance fut livré... six ans après que les Jeux se sont terminés ! Et, de plus, il ne fonctionne pas. Ce qui est bien pour nous, car il n'y a pas un énorme œil orwellien présent dans le ciel d'Athènes. Mais tout cela a coûté beaucoup d'argent, issu des salaires des travailleurs et travailleuses.

Un dernier exemple pour ce qui a trait à la corruption: l'armement. La Grèce est un

des importants acheteurs d'armes en Europe, d'autant plus si l'on tient compte de son PIB. En quelque sorte on peut comparer la Grèce à Israël, Etat avec lequel l'Etat grec entretient de bonnes relations diplomatiques et militaires.

Le gouvernement grec a acheté deux sous-marins de la dernière génération technologique. Tout le système électronique a été fait par qui ? Siemens. C'est du dernier cri au plan technologique. Ils peuvent repérer chaque poisson qui nage dans la mer Egée. Mais ces sous-marins ont un problème: ils ne sont pas stables. Ils ne peuvent donc pas accomplir leurs missions. Le gouvernement grec les a achetés; mais ils sont à quai dans le port du Pirée. Ils ne peuvent pas sortir du port !

3° Le troisième élément, le plus sérieux, a trait à la classe dominante, à la classe dirigeante et au gouvernement face à la crise. De manière très simple, leur objectif : faire payer la crise aux salarié-e-s. Mais, vous avez besoin de plus d'informations. Car mon sentiment est que si ces problèmes concernent, aujourd'hui, avec le plus de violence le sud de l'Europe, demain ils s'étendront à toute l'Europe et à l'essentiel du monde.

Le 4 mars 2010, Georges Papandreou a annoncé son premier plan d'austérité pour faire face à la crise. Il affirma qu'entre 2010 et 2013, il ferait geler les salaires et autres revenus (pensions, allocations diverses) dans le secteur public. Il couperait aussi les primes. On ne parle pas ici des bonus des golden boys. Nous parlons des primes qui reviennent aux travailleurs, par exemple s'ils travaillent le dimanche. Il mettrait fin à toutes les embauches dans le secteur public et licencierait tous les travailleurs temporaires de ce secteur.

C'était dur, mais cela avait les traits d'un scénario «soft». Le jour suivant, les marchés internationaux – les intervenants sur ces marchés, plus exactement – ont réclamé un plan plus strict, plus dur. Durant ces jours, nous avons appris quelques termes anglais, tels que *spreads*, *swaps* et d'autres choses du même type. Plus simplement, le taux d'intérêt imposé pour les emprunts de l'Etat grec allait grimper jusqu'à près de 10% – ce qui rendait impossible le service de la dette (intérêt et principal).

Ainsi, en avril, Papandreou annonça l'accord entre le gouvernement grec et ce qu'il qualifia de troïka: l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international (FMI).

La situation s'accélérait. Il ne s'agissait plus de geler les dépenses et les salaires. Le gouvernement allait supprimer le 13^e et 14^e mois des salarié-e-s du secteur public, une sorte de prime qui «compense» les bas salaires mensuels. Tous les autres salaires sont réduits à hauteur de 7% à 11%. En même temps, les impôts – en particulier la TVA – seront augmentés. Cette hausse frappe plus que proportionnellement les personnes disposant de petits revenus, car

la TVA touche leurs dépenses quotidiennes, comme la nourriture ou l'essence [un des plus chères d'Europe].

Des coupes importantes sont intervenues dans les dépenses sociales. Le gouvernement a déclaré: il n'y a plus d'argent pour les hôpitaux et pour l'éducation. Le jour où j'ai quitté le pays [mi-juin 2010], les journaux publiaient des petits articles disant que le gouvernement ouvrirait les hôpitaux militaires parce que les hôpitaux publics ne disposaient plus du matériel pour que leur personnel puisse accomplir ses tâches normalement. Ainsi, en Europe, au début du XXI^e siècle, si une personne doit être conduite d'urgence dans un hôpital public à cause d'un infarctus, les médecins ne disposent plus du matériel adéquat pour la traiter.

Le gouvernement est aussi en train de détruire le système des retraites. L'âge donnant droit à la retraite est repoussé à 65 ans; augmentant le nombre d'années à 40 ans pour obtenir une pension sans décote. Le gouvernement coupe de 55% le

LA CRISE RÉVEILLE LA SOLIDARITÉ EUROPÉENNE



montant des retraites. Mais, la chose la plus importante est que l'Etat renonce à ses obligations de financement du système de retraite. Si le fonds de réserve dispose de l'argent pour assurer le financement des retraites, alors il l'approvisionnera; si ce n'est pas le cas, alors bonne chance !

C'est évidemment un tournant vers la privatisation du système des retraites. En Grèce, cette contre-réforme est qualifiée de système de retraite à la Pinochet, parce que le Chili est le seul pays qui a pu opérer une telle transformation après le coup de Pinochet en septembre 1973.

Est aussi mis en place un vaste programme de privatisation. Le gouvernement va vendre à peu près tout: les ports, les chemins de fer, les banques, tout ce qui peut être vendu. Cela constitue le programme traditionnel du FMI. Mais, cette fois, il est imposé à un pays de l'Union européenne: la Grèce. Le but de ce programme consiste à réduire le déficit public par rapport au PIB et le faire passer à hauteur de 3% au cours des trois prochaines années. Le plan fonctionne aussi comme une sorte de garantie: de la sorte, l'Etat grec va assurer le service de la dette et les

banques grecques opéreront des emprunts obligataires sur les marchés internationaux – avec des échéances brèves et des taux nettement plus élevés que ceux de référence, soit les taux en vigueur pour les obligations d'Etat de l'Allemagne – afin de payer la dette.

4° Le quatrième point que je voudrais mettre en relief est le suivant: la résistance populaire à cette offensive. Après l'annonce des plans d'austérité, les médias discutaient pour pronostiquer la suite: les gens vont-ils rester chez eux et ne pas protester ? Le débat était ouvert. C'est naturel. Une attaque d'une telle envergure vous tombe dessus. Et avant même que vous puissiez la comprendre, une seconde déboule sur vous. Dans un tel contexte, il n'est pas aisé d'affirmer que vous pouvez y faire face, que vous pouvez y résister.

Par exemple, je viens de recevoir la nouvelle, aujourd'hui, que les employeurs peuvent couper le salaire de moitié si vous êtes absent du travail. Cela implique la possibilité de licenciements moins chers et plus aisés. Et cette loi ne sera pas présentée devant le Parlement. Elle a été décidée dans les cercles les plus élevés d'UE et la seule chose nécessaire après un accord formel avec l'UE est la signature, au bas du document, du ministre grec des Finances.

Nous nous trouvons dans une situation nouvelle. La question de la démocratie surgit ici avec clarté. Qui décide ? Ces experts – que personne ne connaît, que personne n'a élus et que personne ne peut contrôler – qui prennent des décisions très importantes pour la vie de millions de travailleurs et travailleuses.

Que s'est-il passé ? Le 5 mai 2010, nous avons eu une grève générale. Elle était très importante. Personne n'a travaillé ce jour-là. En même temps, des manifestations ont eu lieu dans toutes les villes de Grèce. Et à Athènes, plus de 150'000 personnes sont descendues dans la rue.

Ce n'est pas seulement une question de quantité. Vous pouviez sentir que c'était une manifestation tout à fait significative. C'était la première fois que les slogans révolutionnaires de la gauche étaient repris par des secteurs importants de travailleurs et de travailleuses. Ils étaient très fâchés. Durant trois heures, la police – qui défendait le bâtiment du Parlement avec des gaz lacrymogènes et des gaz asphyxiants – ne s'affrontait pas seulement aux «anarchistes», aux forces de la gauche radicale, mais à des chauffeurs de bus, des infirmières, des enseignants, des médecins, des employé-e-s et évidemment aussi aux divers tronçons de la gauche. Durant trois heures, au centre d'Athènes, il y eut un vrai affrontement, traduisant la colère de la population.

Aujourd'hui j'avais une discussion [aux Etats-Unis] avec des membres de IWW [Industrial Workers of the World] et j'ai entendu des questions de camarades concernant les relations entre les actions dans les entreprises, sur les lieux de travail et la perspective politique. Lors du 5 mai, nous avons beaucoup appris à ce sujet.

Une banque – la seule banque qui était ouverte au centre d'Athènes, la banque Marfin – a été incendiée. Quelques jeunes anarchistes – plus exactement ledit Black bloc, ultra-violent et a-politique – avaient lancé des cocktails molotov à l'intérieur. Le propriétaire de la banque avait enfermé les employé-e-s dans la banque. Ainsi, ils ne pouvaient pas faire grève et pas rejoindre la manifestation de masse. Mais ils ne pouvaient pas non plus se sauver face à l'incendie. Trois ont péri dans le feu. Ce fut un événement très grave.

Immédiatement, les médias, le gouvernement et tous les partis politiques – à l'exception de la coalition dont nous (DEA) faisons partie, SYRIZA, qui s'est placée en dehors de ce débat – a initié un débat sur ce type de violence. Ils posèrent la question suivante, publiquement: si ce type d'action continue où cela nous mènera-t-il ? Peut-être que cela se terminera par une dictature, ce qui sonne de manière particulière en Grèce. Le gouvernement et les médias en firent un thème politique dominant, multipliant les accusations contre toute la gauche radicale.

Toutefois, médias et forces politiques dominantes, ainsi que des secteurs des appareils syndicaux ne purent pas contrôler la population avec de tels moyens plus de deux semaines. En effet, le 20 mai 2010, une nouvelle grève générale était convoquée, sous la pression. Elle fut plus suivie que la précédente. Personne ne travaillait. La manifestation fut néanmoins un peu plus petite que le 5 mai. Mais elle était suffisamment massive pour administrer la preuve que le choc qui fit suite au décès des employés de Marfin – et la vaste campagne médiatique et gouvernementale qui s'ensuivit – n'avait pas paralysé la population salariée.

La résistance continua. Au cours des derniers jours, se sont développées des actions quotidiennes dans les hôpitaux, les écoles et dans les médias contre les licenciements et pour des augmentations de salaires. Donc si vous avez des projets de faire du tourisme en Grèce cette année, oubliez-les. Mais si vous voulez venir pour d'autres raisons vous serez très bien reçus.

Ces grèves et manifestations ont fait la démonstration du potentiel qui existe dans la société afin de rejeter cette politique d'austérité brutale et ceux qui la mènent: le gouvernement, l'UE et le FMI. Mais nous devons en administrer la preuve, de manière concrète.

5° Le cinquième point que je voudrais traiter concerne la gauche. Nous savons que la résistance à une politique d'austérité de cette sorte implique des grèves et des batailles politiques. Et la seule arme dont les travailleurs et les travailleuses ont pour mener ce genre de lutte au plan politique sont les forces que l'on qualifie de gauche. Et, la gauche en Grèce ni ne dispose de la force, ni n'est à la hauteur des défis et des attaques menées par la coalition des institutions et des forces sociales dominantes que j'ai mentionnées. C'est un problème qui concerne toute l'Eu-

rope, car une situation analogue existe dans tous les pays européens.

La force dominante en Grèce [à gauche du PASOK gouvernemental] est le Parti communiste (KKE). Il a deux caractéristiques. Il est extrêmement sectaire. Même lors de la grève et manifestation du 20 mai 2010, il a refusé de participer au cortège ensemble avec les autres forces. La grande manifestation, réunissant les syndicats, SYRIZA et d'autres forces de la gauche radicale, s'est rendue au centre d'Athènes, devant le Parlement. Ce qui ne s'était plus fait depuis des années en Grèce. Par contre, le Parti communiste ne s'est pas rendu au centre d'Athènes; il s'est dirigé vers une place à la périphérie (une place pour touristes), afin de ne pas se mélanger aux autres forces.

En général, le sectarisme est souvent une erreur gauchiste. Dans ce cas, cette



attitude relève d'une orientation droitère. Dans toute l'Europe, les gens savent que l'unité d'action constitue une pré-condition pour renforcer et stimuler la résistance. Si vous n'êtes pas, dans de telles circonstances, pour une unité dans l'action, vous ne participez pas au combat.

En même temps, le PC est très conservateur. Dans des moments cruciaux pour le système, le Parti communiste est rattrapé par son histoire et ce qu'il a fait dans le passé. Ainsi, lors de la révolte étudiante de 2008, le PC (KKE) s'est aligné sur les partis bourgeois contre la jeunesse en affirmant: «*Dans notre révolution, pas un verre ne sera brisé.*» De telles révolutions n'existent pas.

En fait, l'extrême-droite a demandé au gouvernement de confier le ministère de l'Intérieur (police) au Parti communiste en affirmant que c'était le seul parti qui pouvait contrôler de tels processus de révolte. Je sais que cela est difficile à croire et à accepter, mais c'est simplement des faits que je rapporte, et de la manière la plus honnête et sobre.

SYRIZA est une coalition formée avec un parti important issu de la gauche historique grecque, du nom de Gynaspismos, une organisation avec une orientation que les plus âgés d'entre vous se rappellent

comme ayant été qualifiée «d'eurocommuniste».

Nous exerçons une pression très forte sur cette formation. Elle est devenue un peu plus radicale, étant donné la situation. Mais, elle est très accommodante en direction de l'Union européenne et elle est marquée par le «réalisme». Même dans les circonstances dramatiques présentes, Synaspismos cherche une alternative réaliste pour trouver comment les banques pourraient fonctionner, comment on pourrait payer la dette, comment le système de retraite pourrait être transféré dans de meilleures conditions. Ce qui est ridicule dans une telle situation. Vous ne pouvez pas changer un détail dans un programme complet de contre-réformes, d'attaque contre les salarié-e-s. Vous ne pouvez que le rejeter.

À l'intérieur de SYRIZA, il y a une tendance de masse de gauche. Et nous faisons tout – avec d'autres forces – pour que SYRIZA soit dans la situation: a) d'organiser les luttes; b) de prendre des positions politiques qui ne sacrifient pas la situation des travailleurs et travailleuses au nom du maintien de l'euro.

Cela implique: pas de sacrifice au nom du paiement de la dette; pas de paiement de la dette; pas d'acceptation de la discipline imposée par l'UE et pas de soumission au Pacte de stabilité de l'UE qui exige des coupes anti-sociales dans le budget.

6° Le sixième point que je veux aborder concerne la dimension européenne du processus en cours. Tout d'abord, la crise. Le même programme d'austérité est déjà mis en avant au Portugal, en Irlande, en Italie, en Grèce, en Espagne, dans les PIIGS comme le disent les grands médias «anglo-saxons». En même temps, un tournant est en train de s'opérer en France, de même qu'au Royaume-Uni. En réalité, en Allemagne, la classe ouvrière fait face à une offensive analogue, conduite par le gouvernement de coalition d'Angela Merkel. Suivant les pays, la classe ouvrière est dans une meilleure position et la bourgeoisie plus forte, donc les rythmes sont différents, mais sur le fond c'est la même offensive qui se développe.

J'ai déjà indiqué quel type de programme social et économique se trouve au centre de cette attaque anti-ouvrière. Je tiens à souligner de nouveau que cela pose un problème urgent et important d'ordre démocratique. Les décisions concernant tous ces pays sont prises au sommet de l'UE, avec l'ECOFIN (les ministres des finances des différents gouvernements). Il y a quelques semaines, à Bruxelles, l'UE a décidé de la création d'un fonds de 750 millions d'euros – environ 1 milliard de dollars – qui sera abondé par les gouvernements européens, afin de sauver les banques d'une faillite suite à un défaut possible d'un gouvernement (qui ne pourrait plus assurer le service de sa dette souveraine).

Quelque 30% de cet argent ira directement vers les banques; hors du contrôle des gouvernements, des parlements et de toutes les institutions que nous connais-

sons. En échange, tous les budgets des Etats membres de l'UE ne seront pas présentés d'abord devant les parlements de ces pays, mais prioritairement devant la Commission de l'UE. Elle disposera du droit de les modifier (s'ils ne correspondent pas aux objectifs fixés).

L'établissement d'un budget par les Parlements élus représentait une première étape du passage d'un régime féodal oligarchique vers un régime démocratique. Nous nous dirigeons dans une direction inverse.

La résistance a une dimension européenne. Il y a eu des grèves et des mobilisations en Hongrie, en Roumanie, en Espagne, en France.

Peut-on émettre un pronostic ? Puis-je vous prédire ce qui va se passer ? La réponse est NON, en toute honnêteté. Ce que je puis affirmer: la situation en Europe change. Des batailles importantes se profilent devant nous; elles sont d'une dimension historique. Le potentiel pour gagner existe. Imaginez ce que les classes ouvrières desdits PIIGS ont fait dans le passé. La situation est certes fort différente, mais un potentiel et une mémoire existent. Nous faisons face à une situation nouvelle en Grèce, en Europe et dans le monde. A nous d'en tirer les conclusions. (Traduction A l'Encontre)

Addendum (14 juillet 2010)

La grève générale du 9 juillet 2010 fut un succès. Et les mobilisations dans les principales villes du pays furent d'une grande ampleur, même si inférieure en nombre à celle du 5 mai 2010. Avec l'acceptation par le Parlement, le 8 juillet 2010, de la réforme de la sécurité sociale et du Code du travail, une première étape prend fin. Cette étape se conclut avec la 7^e grève générale depuis que le gouvernement du PASOK a été élu en octobre 2009 et la 6^e au cours de l'année 2010.

Entre, les diverses journées de grèves générales, divers secteurs se sont mobilisés et ont engagé des arrêts de travail. En particulier dans le secteur public: chemin de fer, bus, dockers, travailleurs et travailleuses des hôpitaux. Leurs grèves étaient très suivies et combatives.

Le 13 juillet, très souvent, les employés des municipalités et des entités régionales du pays, ont engagé un mouvement de grève. Ils ont occupé des bâtiments municipaux. Le 12 juillet, ceux et celles du système de sécurité sociale avaient fait de même. Et le 15 juillet, une manifestation est prévue de la part des travailleurs du secteur public devant le Parlement, après des arrêts de travail.

Les derniers sondages indiquent que les partis de la droite et le PASOK – c'est-à-dire, les partis gouvernementaux traditionnels – obtiennent les résultats les plus bas de leur histoire: 90% des personnes interrogées rejettent leur politique.

Certes, on peut penser que la prochaine étape sera marquée par de nouvelles mobilisations. Néanmoins, de nom-

breuses questions restent en suspens. Pourquoi les dernières grèves n'ont-elles pas atteint le niveau de celle du 5 mai 2010 ? Une des premières réponses à cette question: la façon dont les appareils bureaucratiques ont «organisé» la bataille. Ils ne maintiennent pas la pression. Ils laissent un espace de temps fort long entre chaque mobilisation. Ils appellent à la grève générale, mais ils n'organisent pas les travailleurs et travailleuses sur les lieux de travail. On peut y ajouter: l'orientation sectaire des syndicalistes liés au Parti communiste (KKE), avec leur secteur syndical (PAME). Le PC organise, à chaque fois, «sa» manifestation à côté des manifestations unitaires, pour ne pas dire à des kilomètres de distance.

Mais la difficulté essentielle réside dans ceci: s'engager dans une grève est de plus en plus lié, pour les salarié-e-s, à des interrogations sur les perspectives. Et, ici, pèse de son poids le manque d'une réponse socio-économique alternative assez largement partagée et à la hauteur des enjeux; l'absence ou l'insuffisance manifeste d'une perspective politique alternative face aux attaques de la classe dominante, avec ses partis gouvernementaux. Sur ce terrain, la gauche n'a pas réussi à se hisser au niveau exigé par la situation. Plus exactement, elle n'a pas (encore) réussi à produire une expression politique et semi-organisationnelle qui puisse donner une sorte de cadre aux forces engagées dans ce qui est une guerre de classes; un cadre qui donne plus de cohérence et de forces réunies – à l'image d'un tuyau canalisant la vapeur et lui donnant plus de force d'impact – faisant écho à la rage sociale, qui existe, mais qui est aussi hésitante, interrogative.

Dans les mois à venir, la classe ouvrière, les salarié-e-s vont ressentir dans leur vie quotidienne les effets de la politique économique et sociale réactionnaire. Cette politique va accentuer la crise sociale. L'armée de réserve de chômeurs et chômeuses va se gonfler. Cette situation va certainement ouvrir une nouvelle étape dans l'affrontement avec le gouvernement et la troïka (la BCE, l'UE et le FMI). Car, viendra l'heure, dès septembre 2010, de l'entrée en vigueur des lois qui ont été adoptées, plus exactement imposées.

Pour la mi-septembre s'organise déjà la réception des représentants de la «troïka» à Athènes; une délégation qui viendra pour examiner la «bonne application» des mesures imposées. Et pour le 29 septembre 2010 se prépare la participation à la journée européenne de mobilisation contre les programmes d'austérité. Ces simples échéances – et ce qu'elles représentent en termes de rapports de force, d'avancée ou de recul, ou de piétinement – indiquent les défis très concrets auxquels le prolétariat grec doit faire face, et, avec lui, les prolétaires – au sens de l'ensemble des salarié-e-s contraints de vendre leur force de travail – de l'Europe entière.

Antonis Davenellos

PALESTINE : Des conditions défavorables. Des lueurs d'espoir.

Dans le numéro précédent d'ACCpES, nous avons retracé les échecs les plus significatifs de la résistance palestinienne. Précisons qu'ils ne sont pas entièrement imputables ni à la stratégie erronée suivie par les organisations s'en réclamant, ni à un « manque de maturité » du peuple lors des deux Intifada, par exemple. Ils démontrent plutôt une volonté persistante de ne pas se soumettre d'une part, et d'autre part renvoient au contexte défavorable dans lequel cette détermination s'exprimait.

Pour l'heure, ces conditions défavorables l'emportent encore mais on peut raisonnablement penser désormais que les rapports de forces sont en train de se modifier. La nouvelle conjoncture qui s'ouvre peut favoriser l'émergence d'un Etat palestinien viable à côté d'Israël ou bien, malgré son improbabilité actuelle, la naissance d'un seul Etat réunissant Palestiniens et Israéliens. L'histoire est loin d'être figée; l'examen des obstacles et facteurs favorables tente d'en donner un aperçu. Il n'en demeure pas moins que, pour desserrer l'étau dans lequel est enfermé le peuple palestinien et les Israéliens « progressistes », la lutte contre le danger d'apartheid doit concentrer tous nos efforts. En effet, compte tenu, comme je vais le démontrer, de l'actuel rapport de forces, l'insistance sur la création de deux Etats aboutissant de fait à la création de ban-toustans sous domination israélienne ou l'invocation problématique et ambiguë d'un seul Etat ne semble guère judicieuse.

1 – Des obstacles difficilement surmontables pour la création d'un seul Etat

Parmi ceux-ci figurent le poids de l'histoire et ses conséquences juridiques, l'instrumentalisation de l'antisémitisme se conjuguant avec la diabolisation du Hamas et, surtout, la réalité de la société israélienne s'articulant avec la « faiblesse » politique des organisations palestiniennes. Autant de données qui permettent à l'hégémonie étatsunienne vacillante de se maintenir dans cette région stratégique, qui demeure le support fondamental de « l'Etat juif ».

Le poids de l'histoire et ses conséquences juridiques

Lorsqu'en 1920, le Royaume Uni s'empara de ce qui n'est pas encore la Palestine, il soutint l'envoi de colons juifs; il instrumentalise le sionisme originel pour diviser à son profit le monde ottoman en décomposition, contrôler le canal de Suez, artère vitale pour accéder à ses colonies indiennes et par la suite s'assurer l'accès au pétrole du Moyen Orient. L'arrivée d'Hitler au pouvoir accélère ce processus de colonisation de peuplement: en 6 ans, la « communauté juive » va doubler pour atteindre 30 % de la population totale. Les premières révoltes des Palestiniens datent de cette première époque (1936-193

9) où s'affirme un sentiment national quoiqu'il ne se différencie pas nettement des mouvements de résistances populaires que connaissent les pays voisins. Il n'empêche, l'Angleterre a bien offert aux Juifs d'Europe une terre qui ne leur appartenait pas.

Mais, c'est surtout le génocide juif et la manière dont les pays européens vont régler leur contentieux antisémite qui rendent la situation inextricable et dramatique. Le « droit international » des vainqueurs, à l'ONU en 1948, règle sur le dos des populations palestiniennes l'antisémitisme européen et « donne » 54 % de la Palestine aux colons juifs qui ne possédaient que 6 % des terres¹. Cette spoliation résulte de la collusion conjoncturelle entre les Etats-Unis et l'URSS. Les uns comme les autres n'ont aucunement envisagé la réinstallation, avec indemnités et restitution de leurs biens, des Juifs d'Europe martyrisés. La politique stalinienne s'est, de plus, illusionnée sur la nature de la gauche sioniste espérant qu'elle lui servirait de point d'appui dans cette partie du monde pour contrebalancer l'influence anglaise sur le déclin. La supériorité militaire des sionistes, leur recours au terrorisme, la division des armées arabes et le fait qu'elles visaient² l'extension de leurs prérogatives territoriales conduisirent à la Nakba. 700 000 Palestiniens furent chassés de leurs terres. C'est de ce désastre que naquit véritablement le sentiment national palestinien, amplifié qu'il fut par la guerre des Six Jours (1967)³. L'occupation de la Cisjordanie et de Gaza qui en résulta, même si elle fut condamnée par l'assemblée des Nations Unies, révéla le caractère colonial et expansionniste du sionisme. Il n'aurait pu se déployer sans l'appui d'une métropole, les Etats-Unis, succédant au Royaume Uni dans cette fonction de soutien inconditionnel idéologique, financier et militaire⁴.

La « solution » d'un seul Etat rassemblant Juifs et Palestiniens se heurte au partage de la Palestine tel qu'il résulte de la décision de l'ONU, mais ce n'est pas le seul obstacle, surtout au regard du soutien que pourrait obtenir le peuple palestinien en vue de son émancipation.

L'instrumentalisation de l'antisémitisme et la diabolisation du Hamas

Force est de reconnaître que le sentiment de culpabilité des peuples européens, vis-à-vis du génocide juif, est soigneusement entretenu et par les gouvernements du Nord et par la propagande sioniste. L'élan de solidarité vis-à-vis du peuple palestinien s'en trouve en quelque sorte enrayé dans son principe et réduit au renvoi dos à dos des deux belligérants qui devraient trouver les moyens de faire la paix. D'autant que la propagande occidentale insiste sur la nature des régimes arabes « moins civilisés », la résistance « archaïque » des Palestiniens, la culture musulmane « rétrograde », « l'entité » sio-

niste apparaît avec son « armée la plus démocratique du monde », face à la « guerre des civilisations » qui se mènerait dans le monde, comme un îlot de progrès et de prospérité, et ce, malgré le recours à des moyens sophistiqués de barbarie moderne.

Ce sentiment de culpabilité s'absout de lui-même en quelque sorte, lorsqu'il se combine avec le mythe du « peuple « juif » qui descendrait des Hébreux et posséderait le droit à la terre de ses ancêtres. Cette imagerie populaire, quand elle n'est pas subrepticement cultivée, est rarement démentie par les médias. Cette pseudo légitimité ancestrale sur laquelle repose le sionisme contribue paradoxalement à diffuser une repentance à bon compte vis-à-vis du génocide et de son traitement en Europe après 1945. Elle accrédite l'idée que les « Arabes » palestiniens pourraient indéfiniment (!) être refoulés (ou parqués) vers des terres arabes. Elle justifie la poursuite de la colonisation rampante. Comme s'y emploient des intellectuels israéliens tel Shlomo Sand, la vérité historique⁵ doit être rétablie : « *Les Juifs d'Europe et d'ailleurs sont des descendants de convertis* ». « *Seuls les Palestiniens (malgré les remous d'une histoire mouvementée) ont quelque chose à voir avec des ancêtres judéens* ». « *La probabilité qu'un Palestinien ait des gènes communs avec les anciens Hébreux est en effet plus grande que pour la plupart des Juifs* ». En conséquence, contribuer à détruire cette légende raciale, c'est lâchiser la compréhension de l'opposition anticoloniale de la résistance palestinienne face à l'Etat d'Israël, y compris malgré les tourments des événements, en reconnaissant qu'il existe une société israélienne installée inassimilable à l'Etat juif qui prétend la représenter. En tout état de cause, pour citer Jean Bricmont « *Nous, (les Européens) ne devons pas nous sentir coupables de crimes qui se sont commis avant notre naissance, (car) ce sentiment de culpabilité est supposé nous imposer le silence face à des crimes qui se déroulent sous nos yeux* » ou Bertrand Russel qui affirme « *Invoyer les horreurs du passé pour justifier celles du présent est une grossière hypocrisie* ».

Sur ce terrain du dépassement de clichés, il y a beaucoup à faire, notamment en ce qui concerne le Hamas. Dans la représentation dominante, cette organisation de résistance est désignée comme terroriste, islamiste, quand elle n'est pas assimilée à Al Qaïda. Malgré toutes ses ambiguïtés, d'après Mohamed Hassan⁶, elle compte parmi ses rangs 27 % de femmes dont 15 % au sein de son bureau politique. « *Elle est bien plus laïque que l'Autorité palestinienne qui va instituer une loi contre les femmes, limitant à 6 mois d'emprisonnement les hommes, auteurs de crimes d'honneur. Elle s'est rapprochée dans la lutte, du FPLP marxisant* », bien qu'entretenant des liens avec les pétromonarchies, et la plus réactionnaire d'entre elles⁷. Le Hamas, sous la pression de la réalité palestinienne (au même titre et

sous d'autres modalités que le Hezbollah au Liban) et dans la lutte contre le sionisme, a acquis une autonomie certaine qui contredit la vision manichéenne et figée d'un conflit de civilisations.

L'instrumentalisation de l'antisémitisme tout comme la diabolisation du Hamas bloquent la solution d'un seul Etat qu'il soit fédéral ou binational. Elle n'est, à l'heure actuelle, qu'une incantation extérieure complètement impensable tant par les Palestiniens que par les Israéliens.

La société israélienne hermétique aux aspirations palestiniennes ?

Nous avons déjà évoqué la prégnance du mythe du peuple juif. Pour ce qui concerne la société israélienne, il la cimente. Les intellectuels critiques à cet égard sont peu nombreux, voire marginalisés d'autant que cette «vérité» qui fait le «peuple juif» est enseignée dans les écoles. L'Ancien Testament, malgré les découvertes archéologiques, sert de référence historique jusqu'à nier la présence de Palestiniens avant la colonisation israélienne⁸. L'Etat se définit lui-même comme juif, reléguant par conséquent les non-juifs au statut de sous-citoyens.

Malgré les travaux des «nouveaux» historiens israéliens, la Nakba, l'expulsion massive de centaines de milliers de Palestiniens, la destruction de villages, la spoliation de leurs terres continuent d'être niées. Prévaut, pour le plus grand nombre, la croyance quasi religieuse, essentialiste et raciste comme quoi «*les Arabes ne comprennent que le langage de la force*». La nature agressive de l'idéologie sioniste et les actes d'épuration ethnique en sont ainsi justifiés. Au sein même de l'Etat d'Israël, les mariages entre Palestiniens israéliens et Juifs sont considérés comme des trahisons. Quant aux Juifs orientaux, dans leur grande majorité, ils nient leurs origines arabes; les Juifs occidentaux, pour leur part, ne reconnaissent pas vivre au sein du monde arabe⁹. Pour cette société fortement militarisée et endoctrinée dans laquelle les médias à quelques exceptions près, pratiquent la désinformation systématique, tous les Gazaouis ne sont que des terroristes, des «étrangers dangereux qu'il faut traiter comme des animaux»¹⁰.

Le caractère expansionniste de cet Etat est inscrit dans sa constitution. Se référant à la notion de Terre Sainte, il ne reconnaît aucune frontière puisque sa définition géographique est inexistante¹¹. Son expansion en direction du Sud Liban, du Golan, voire de la Syrie lui serait donc permise.

Bref, **cette société** est pour l'heure **bloquée vis-à-vis de tout processus de «réconciliation nationale» entre deux peuples**. D'ailleurs, lors des bombardements et massacres à Gaza, la majorité des Israéliens soutenait son armée et exigeait même «*qu'elle aille jusqu'au bout*»¹² (!). Ajoutons encore que la logique d'expulsion et de nettoyage ethnique est parfaitement admise non seulement au re-

gard de la construction du mur d'apartheid mais plus généralement dans la pratique légale de confiscation des biens des absents qui continue de produire ses effets de spoliation¹³.

Peut-il toujours en être ainsi et surtout tant que la pérennité de cette société fermée reposera sur le soutien stratégique, l'alliance avec l'impérialisme étatsunien ?

Pour l'impérialisme étatsunien, Israël moyen de contrôle du Moyen Orient

C'est surtout depuis 1967 que les Etats-Unis considèrent Israël comme leur «porte-avions» nécessaire au contrôle du Moyen Orient; c'est surtout depuis cette date qu'ils ont succédé au Royaume-Uni et à la France. La Turquie et l'Iran remplissaient auparavant le rôle de «commissariats de quartier» protégeant les dictatures arabes, productrices de pétrole, contre leurs propres peuples. La chute du chah d'Iran en 1979 a accru considérablement la fonction stratégique dévolue à Israël. Les velléités d'autonomie de la puissance émergente qu'est devenue la Turquie renforce encore cette position, d'autant que le rêve de Grand Moyen Orient de Bush s'est fracassé sur la résistance et le chaos qu'il a engendrés au Liban, en Irak et en Afghanistan. Quant à la soumission des autres régimes arabes, elle reste des plus fragiles. Bref, même s'il est toujours vécu comme un corps étranger dans cette zone arabe, Israël demeure le meilleur allié des Etats-Unis. Cette réalité est confortée par les liens économiques étroits qui les unissent, en particulier technologiques et militaires. Il est activement soutenu, promu aux USA par le puissant lobby pro israélien, le mouvement évangéliste chrétien ainsi que par les lobbies du monde des affaires et, en premier lieu, par le complexe militaro-industriel.

Les soi-disant négociations de paix, leurs conclusions à Oslo ont complètement été manipulées avec succès par l'administration étatsunienne. L'OLP, isolée à Tunis, contre l'illusion d'échanges de territoires contre la paix, y a vu un moyen de rester dans le jeu ce que semblait permettre la 1^{ère} Intifada. De fait, lors des discussions entre Arafat et Begin, sous la supervision de Bill Clinton, ce dernier s'est opposé à toute sanction de l'ONU contre Israël, entérinant ainsi le bouclage des territoires, les incursions de l'armée israélienne et, par conséquent, la poursuite camouflée de la colonisation. L'OLP a non seulement capitulé mais a accepté de fait de se transformer en agent de collaboration. Disposant d'une autonomie extrêmement limitée, d'aucune compétence sur «son» sous-sol, «ses» ressources en eau et sur l'implantation de nouvelles colonies, elle est devenue, encore plus depuis la mort d'Arafat, corrompue. Avec l'aide de la CIA, de la Jordanie, elle accomplit pour le compte d'Israël «le sale boulot» de répression. En définitive, la fiction des «négociations de paix» ne se maintient que pour permettre le lent grignotage colonial qui se poursuit. La Pales-

tine d'aujourd'hui est réduite à 12% de son territoire originel. Morcelée, divisée, encerclée par le mur d'apartheid, elle ne peut guère aboutir, dans l'état actuel du rapport de forces, qu'à la création de bantoustans. Toutefois, après la non reconnaissance des élections libres en Palestine, après les massacres à Gaza, l'Autorité Palestinienne, si elle veut se maintenir, doit tenir compte des réactions des populations palestiniennes à son encontre. Cela explique, malgré les pressions de la Ligue arabe, les réticences de Mahmoud Abbas à s'engager dans de nouvelles compromissions sous l'égide d'Obama. Inversement, la différenciation des situations économiques et politiques qui est en train de s'opérer entre Gaza et la Cisjordanie affaiblit les capacités d'unification de la résistance. Les seuls qui vraisemblablement pourraient les déployer sont muselés, emprisonnés dans les geôles israéliennes. On comprend pourquoi la direction corrompue de l'OLP ne s'empresse pas de réclamer leur libération. Malgré tout, comme nous l'avons déjà souligné, la situation en apparence désespérée est loin d'être figée et pourrait rapidement évoluer.

2 – Un rapport de forces qui peut brutalement basculer

Sous l'effet de plusieurs facteurs cumulatifs, le soutien international dont bénéficie Israël peut basculer. A l'intérieur, la société israélienne est entrée dans un cycle régressif. La crise économique mondiale la fragilise encore plus. Enfin, l'hégémonie des Etats-Unis dans la région s'avère défaillante. Malgré l'énorme dispositif militaire, ils sont désormais soucieux de ne pas enflammer la région et semblent souhaiter contrecarrer les projets les plus belliqueux des sionistes.

Après l'invasion meurtrière du Liban qui s'est soldée par un échec politique, voire militaire, après les massacres et crimes de guerre perpétrés à Gaza et la poursuite de l'embargo dont elle est victime, les opinions occidentales sont en passe de se retourner définitivement contre Israël. La relance des pseudo négociations de paix semblent un contre-feu dérisoire.

L'instrumentalisation de l'antisémitisme connaît désormais ses limites. Gaza est peut-être le massacre de trop, c'est Israël qui apparaîtrait comme un Etat terroriste et ce, malgré les efforts déployés par ses mentors étatsuniens et sionistes. Aux Etats-Unis, même le lobby israélien marque le pas malgré le soutien octroyé par les fondamentalistes évangélistes. D'ailleurs, selon un récent sondage, 12% seulement des Juifs américains se déclareraient sionistes.

En outre, l'immigration juive vers Israël lui permettant de poursuivre son projet colonial semble se tarir irrémédiablement, et au sein de cette société très divisée, malgré les apparences idéologiques, la minorité arabe représente plus de 20% de la population. Même s'il lui semble impossible de remettre en cause le caractère juif de

l'Etat, elle est de moins en moins encline à voter, de fait, de plus en plus en dissidence. Quand on inclut les territoires occupés, les populations arabes et israéliennes sont à 50/50. La négation de l'arabité de la Palestine est de moins en moins contestable. Et c'est sans compter avec la diaspora palestinienne, ces 800 000 apatrides concentrés pour la plupart dans des camps de réfugiés mais qui disposent de nombreux intellectuels qui en font la renommée.

Au demeurant, sous des dehors d'intransigeance et d'homogénéité que la propagande militariste s'emploie à préserver, la société israélienne est entrée dans une phase critique. La logique d'Etat théocratique et raciste est à terme intenable, antagonique d'ailleurs avec la politique économique libérale. Les divisions internes ne peuvent que s'exacerber sous l'effet de la crise et des « problèmes » sociaux qu'elle engendre. Elle ne tient que par l'effet de perfusion que lui dispense son mentor états-unien. Mais Washington peut-il, comme hier, pourvoir à ses défaillances ?

Les gouvernements qui se sont succédé depuis un certain temps à la tête de « l'Etat hébreu » pratiquent par conséquent une politique de fuite en avant à la fois pour maintenir les populations israéliennes sous la férule d'un nationalisme agressif et afin de tenter d'amener l'administration Bush puis Obama à le suivre dans ses délires, y compris contre l'Iran. Ce jusqu'aboutisme entre désormais en contradiction avec la politique d'apaisement de Washington, soucieuse de ne pas rendre encore plus explosive la situation dans la région après le fiasco de la politique bushienne.

Bref, pour reprendre les formules de Noam Chomsky : « ceux qui se proclament les soutiens d'Israël, soutiennent en réalité sa dégénérescence morale et sa possible destruction », et de Samir Amin : « Lorsque leur plan (celui des Etats-Unis) de contrôler militairement la planète sera mis en déroute, Washington sera contraint d'abandonner ce projet démentiel et criminel. Donc le soutien d'Israël rencontrera des obstacles »¹⁴.

Certes, nous n'en sommes pas encore là mais il semble bien que la domination de l'impérialisme états-unien touche à sa fin et que par ailleurs la politique d'apartheid et de colonisation israélienne ne soit que « la recette d'une grande explosion à venir ». Il en est de même des pratiques discriminatoires, institutionnalisées à l'encontre des Arabes israéliens, voire des Juifs orientaux.

Si l'idée de création d'un Etat palestinien qui ne soit pas réduit à l'administration partielle de bantoustans sous contrôle sioniste a assurément du plomb dans l'aile, néanmoins la destruction (au sens marxiste) de l'Etat juif et la construction d'un seul Etat rassemblant Israéliens et Palestiniens est loin d'être à l'ordre du jour. La faillite de l'Autorité Palestinienne, les limites du Hamas, ne laissent pas présager à court terme la naissance d'une nouvelle direction palestinienne à la hau-

teur des enjeux. Quant à la situation au sein de la société israélienne, la réalité des forces politiques, mise à part une minorité activiste, ne semble pas fournir un début de réponse en ce sens. Et c'est bien pourquoi pour les internationalistes la tâche la plus urgente n'est pas de laisser penser qu'une réconciliation nationale précédée d'une confrontation démocratique porteuse d'une nouvelle logique de compromis serait envisageable. Les illusions d'Oslo se sont envolées, la réalité commande de tout faire pour contribuer à desserrer l'étau dans lequel est inséré le peuple palestinien et à dénoncer le sionisme pour ce qu'il est afin de l'affaiblir. Dans les conditions difficiles qui sont les leurs, il appartient au peuple palestinien et aux Israéliens progressistes de définir l'objectif de leur lutte commune.

En guise de conclusion, quelques remarques

On peut certes rêver à la convergence de luttes sociales et politiques réunissant Palestiniens et Israéliens. La donne sur le terrain en serait modifiée. Il faut d'ailleurs souligner les efforts entrepris en ce sens par des minorités d'activistes contre le mur, contre le vol des terres... Mais, d'ici, on ne peut guère se substituer aux organisations là-bas et occulter le fait réel que des sentiments antagonistes animent encore là-bas les deux populations.

S'il y a bien lieu de s'opposer à la création d'un Etat palestinien (sans Gaza), réduit à des bantoustans sous domination israélienne, préconiser dans l'immédiat la solution d'un seul Etat rassemblant Juifs et Palestiniens, demeure utopique et dangereux. D'ailleurs, ce n'est pas un hasard qu'une fraction de la droite extrémiste israélienne préconise ouvertement, afin de réaliser la colonisation intégrale de la « Judée-Samarie » (la Cisjordanie), la création d'un seul Etat juif réunissant (mais excluant Gaza) Juifs et Palestiniens, ces derniers pouvant être d'ici 20 à 40 ans, assimilés sous certaines conditions. Dans l'actuel rapport de forces en leur faveur, cette solution leur semble la plus réaliste¹⁵.

La meilleure contribution que l'on puisse apporter au peuple palestinien consiste donc, ici, d'une part à affaiblir l'image de cet Etat colonial expansionniste et raciste, notamment en promouvant la campagne de boycott des produits israéliens. D'autre part, notre soutien aux colonisés, malgré les limites des organisations dont ils se sont dotés, doit être sans faille, tout en ne niant pas les aspects rétrogrades, patriarcaux d'une certaine vision islamique. Cette lutte, ici, doit être menée à l'image de ce que l'on souhaiterait pour les peuples palestiniens et israéliens, à savoir, ici, l'alliance entre les laïcs et les religieux, les Juifs pour la paix et les populations issues de l'immigration, les révolutionnaires et les progressistes sans animosité soit laïcarde, soit fondamentaliste.

Pour en savoir plus :

- « *Histoire du Moyen Orient* » Georges Corm – édition la Découverte.
- « *La guerre de 1948 en Palestine* » Ilan Pappé – édition la Fabrique.
- « *Les Palestiniens. Genèse d'une nation* » Xavier Baron – édition Seuil-Points.
- « *Les révolutionnaires ne meurent jamais* » Georges Habache – édition Fayard.
- « *Israël-Palestine. Vérités sur un conflit* » Alain Gresh – édition Fayard.
- « *Le Hamas* » Kaled Hroub – édition Demopolis.
- « *Programmer le désastre* » Michel Warschawski – édition la Fabrique.
- « *A tombeau ouvert. La crise de la société israélienne* » Michel Warschawski – édition la Fabrique.
- « *Israël, Parlons-en !* » 20 entretiens sous la coordination de Michel Collon – édition Investig'Action.

Notes :

- 1) Ces chiffres sont cités dans " Israël, parlons-en ! " de Michel Collon (p. 304).
- 2) Tout particulièrement le royaume jordanien qui pensait pouvoir s'emparer avec la complicité des Anglais et des sionistes de la Cisjordanie.
- 3) 78 % du territoire palestinien occupé - 500 000 nouveaux réfugiés.
- 4) Succédant également à l'Etat français qui, avant 67, permit à l'armée israélienne de se doter d'un armement sophistiqué et, en catimini, de la bombe atomique. Pour plus de détails, lire " Affaires atomiques " de Dominique Lorentz - édition les Arènes.
- 5) Lire " Comment le peuple juif fut inventé " Shlomo Sand - édition Fayard.
- 6) Lire son interview dans " Israël, parlons-en ! " sous la direction de Michel Collon (p. 138 à 145) édition Investig'Action - couleur livres.
- 7) La vision américaine et européenne laisse entendre que l'Arabie Saoudite serait plus " modérée " que l'Iran. Or, ce régime féodal, gardien du sunnisme, et bien plus réactionnaire.
- 8) Lire à ce propos l'interview de Christina Zacharia " La Palestine avant 1948 : une terre sans peuple ? " in " Israël, parlons-en ! " qui évoque l'histoire des populations palestiniennes de 1916 à 1948.
- 9) Que les athlètes israéliens participent aux championnats d'Europe d'athlétisme en dit long sur la connivence existante...
- 10) Expression rapportée et employée par Ilan Pappé et Michel Warschawski pour indiquer et souligner que la " société israélienne est intoxiquée par la haine ".
- 11) Mis à part le traité de paix avec l'Egypte.
- 12) Rapporté par Michel Warschawski.
- 13) Voir le reportage de Benjamin Barthes " A Jaffa, les absents ont toujours tort " Le Monde du 23.06.2010.
- 14) Dans " Israël, parlons-en ! " de Michel Collon.

Gérard Deneux

Dans l'incapacité, pour l'instant, d'organiser correctement le débat sur la question palestinienne initié dans notre numéro 215, poursuivi dans le n°216 et le présent numéro (pages précédentes) nous publions ci-dessous un texte de Jean Pierre Garnier mis en ligne sur le site de "*Divergences*", une revue libertaire internationale (<http://divergences.be/spip.php?article1994>).

Ce texte ne semble pas concerner directement le débat engagé sur la pertinence de la revendication de *l'Etat unique*. Mais il s'oppose aux thèses défendues par Said Bouamama (cité dans notre numéro 215) et correspond au moins en partie à un clivage apparu - dans notre équipe et chez certains de nos lecteurs - entre ceux qui sont contre cette revendication dans l'état actuel des choses (voir les deux textes de Gérard Deneux), et les autres.

Bien évidemment, nous offrirons les deux précédents numéros à tout nouvel abonné intéressé.

Sur l'angélisme «post-colonial»

Depuis quelque temps déjà, sous prétexte que des gouvernements de droite et «de gauche» en France, prétendent mettre fin par une politique répressive aux troubles qui perturbent la «tranquillité publique» ou la «paix civile» dans les «cités» et aux alentours — en fait les zones de relégation où sont parquées les classes les plus dominées —, un certain nombre de chercheurs, enseignants et militants en sont venus, pour toute explication, à ériger les trublions en victimes innocentes du post-colonialisme. Dernière en date, de cette mea-culpabilisation, la croisade lancée contre la loi sur la burka.

Une chose est sûre: une loi de résoudre rien. Mais il en va de même pour toute les mesures autoritaires prises contre l'aliénation religieuse, comme l'a prouvé le retour en force du «sacré» dans les ex-pays du socialisme réellement inexistant. Le fait que celle-ci, comme l'avait signalé Marx, ne soit que «*le soupir de la créature opprimée, le sentiment d'un monde sans cœur, et l'âme d'une société sans âme*», ne devrait pas pour autant inciter à la respecter. Ni à respecter les pratiques qu'elle engendre. Pas plus que ceux qui s'y livrent.

Le «respect», promu en norme dans les «quartiers sensibles», comme la «tolérance» hier dans les «beaux quartiers», sont des principes moralisants qui neutralisent l'esprit critique. Au nom du «respect de l'autre», «*le traitement sexiste des femmes est toléré quand il est revendiqué et pratiqué par des populations venues d'ailleurs*», s'indigne à juste titre l'avocate féministe maghrébine Wassyla Tamzali¹. C'est ainsi qu'inspirés par un relativisme culturel censé rompre avec l'«hégémonie occidentale», certains tentent aujourd'hui, de faire accepter cette aberrante idée que, pour respecter leur croyance, il faut s'accoutumer à voir des êtres humains déambuler comme des fantômes en plein jour. Sans doute peut-on estimer et soutenir les gens qui, au nom de leurs convictions religieuses, se sont engagés, à leurs risques et périls, à mettre en œuvre l'éthique qu'ils en avaient retirée.

À condition que celle-ci soit en phase avec les idéaux d'émancipation collective que je persiste à identifier, contre vents d'ouest et marées roses, au communisme libertaire.

Éduqué dans la mécréance sans concession d'un père anarchiste, j'ai toujours mis dans le même sac de l'obscurantisme réactionnaire, le christianisme, le judaïsme et l'islamisme, pour ne citer que ces superstitions «monothéistes». Et j'ai du mal à admettre que je me sois trompé, au vu des excès récents auxquels se laissent aller leurs fidèles respectifs.

Le foulard, puis le nikab et enfin la burka: l'escalade se poursuit en France et ailleurs, dans la soumission, volontaire ou non, de femmes musulmanes - ou supposée l'être - aux préceptes religieux d'un autre âge. Bien sûr, on pourrait trouver seyant le foulard. Mais pour des raisons esthétiques. Comme le chapeau. Les deux autres accoutrements, en revanche, ne font qu'exprimer le ravalement au statut d'être inférieur, pour ne pas dire d'objet, d'un sexe — on parle de «genre», aujourd'hui, dans les milieux néo-petits-bourgeois, pour ne pas passer pour phallocrate — que l'on disait «faible» pour ne pas reconnaître qu'il était et reste souvent assujéti à la domination masculine.

Quand des jeunes filles voilées interrogées sur les raisons du port cet attribut répondent que c'est pour «avoir la paix», c'est-à-dire se préserver de l'agressivité machiste des petits mâles crétinisés qui tiennent les murs ou le haut du bitume dans les «cités», elles confirment ce que certains chercheurs, qui se font fort de «décrypter» le monde social, ne veulent pas voir. À savoir, que, loin d'être un signe de «libération» à l'égard des codes imposés par le post-colonialisme, le «voile» n'est qu'un mode d'acceptation de la loi du plus fort.

Un autre argument souvent avancé, qui séduit nombre de défenseurs de la «diversité culturelle» dans les villes européennes, est celui du voile comme expression librement assumée d'une identité, d'une différence, d'une rébellion

féminines, comme si l'on pouvait adopter voire exhiber sans conséquences des signes ou des pratiques antiféministes. Wassyla Tamzali évoque à ce propos la réponse pour le moins désinvolte de l'une des grandes prêtresses de la liberté sexuelle des femmes, l'écrivaine Érica Jung, en réponse aux inquiétudes soulevées en Italie par la prolifération des voiles: «*Le voile ? C'est comme les cheveux longs dans les années 60*». Et la féministe algérienne de s'étonner que l'on puisse de la sorte considérer le voile comme rien de plus d'une mode passagère: «*c'est plaisanter avec une pratique qui ne rigole pas*»². Et de citer l'historienne tunisienne Latifa Lakhadar, spécialiste de la pensée islamique, pour qui «*le voile est le signe de l'enfermement théologique des femmes et la sanctification de l'ascendant de l'éros musulman sur l'éthos musulman*»³.

Depuis l'effondrement des perspectives politiques de transformation radicale des rapports sociaux, la régression identitaire fait rage. Et les femmes ne sont pas les dernières à en faire les frais. «*Depuis des décennies, note un économiste qui n'a pas rompu avec le progressisme, la décomposition économique et politique, conjuguée à la faiblesse des partis militant pour la révolution sociale, a renforcé des courants dont le programme comporte ouvertement un recul de la condition féminine recul qui s'annonce sous les traits d'une émancipation vis-à-vis des valeurs délétères de l'Occident*»⁴. Ce qui vaut à l'échelle nationale ou même transnationale de certains pays du «Sud», peut s'appliquer aussi, toutes chose égales par ailleurs, à la situation locale dans les «quartiers ethniques». En France, notamment, où la «*décomposition économique et politique*» a déjà atteint un stade avancé, et où le «socialisme» ou le «communisme municipal» - si peu révolutionnaires eussent-ils été, puisque social-démocrate ou stalinien - liés au mouvement ouvrier appartiennent comme ce dernier au passé. Sans surestimer son importance et son influence, le courant islamique (ou islamiste) a, ici aussi, pénétré pas mal d'esprits, justifiant un certain retour en

arrière aux dépens des femmes au nom de leur émancipation vis-à-vis des valeurs dominantes. Pour peu que l'on persiste à juger que l'égalité est celle qui doit, quoi qu'on en dise, primer, on est en droit de trouver parfaitement réactionnaire cette émancipation autoproclamée qui emprunte les atours de l'aliénation religieuse et de la sujétion sexiste.

Bien entendu, la régression identitaire en cours peut prendre bien d'autres voies. Songeons, par exemple, à ces anciens « contestataires » gauchistes, maoïstes ou trotskistes, qui, excipant de leur judéité retrouvée, se sont convertis en apologistes inconditionnels de la colonisation sioniste. Ou à ces porte-parole auto-labélisés « *Indigènes de la République* », en lutte contre les discriminations racistes et l'amnésie de la population française « blanche » à l'égard d'un passé peu reluisant marqué par l'esclavagisme et le colonialisme. « *Indigènes* » qui, à cette aune, ne mesurent pas, quand ils ne les ignorent pas, les inégalités croissantes entre classes, toutes « races » confondues, engendrées par un capitalisme retourné, sous des formes parfois inédites, à son état sauvage. En fait, n'en déplaise à ses théoriciens autorisés parce que diplômés, la « *question post-coloniale* », devenue obsessionnelle chez certains, contribue bel et bien à évacuer la question sociale, celle de la domination capitaliste, des inégalités qu'elle engendre et des malaises populaires qui en résultent, en l'ethnicisant.

Les stratèges de la droite, comme ceux de la fausse gauche avant eux, avec la création téléguidée de SOS-racisme, l'ont bien compris. L'« affaire du voile islamique », puis le faux débat sur « l'identité nationale » mis sur orbite par Éric Besson, suivi maintenant de la « loi anti-burka » sont autant de leurres agités devant les gogos - ou les bobos - de gauche voire positionnés « à gauche de la gauche », pour les détourner de ce que l'on appelle la lutte des classes, ou, plus exactement, comme l'avait précisé Noam Chomsky pour caractériser la conjoncture socio-historique actuelle, de la « *guerre de classe* » menée par la bourgeoisie transnationalisée contre le prolétariat à l'échelle planétaire. Nos intellectuels « radicaux », copie conforme et de plus en plus conformiste de ceux qui plastronnent dans les campus étatsuniens, avec l'impact - dérisoire - que l'on sait sur l'évolution des rapports de forces dans leur propre pays, se sont rués avec un bel ensemble dans ce piège idéologique, en croyant ouvrir un nouveau front contre l'ennemi, alors qu'ils ne font que patauger sur le terrain fangeux que celui-ci avait préalablement choisi.

On ne manquera pas, parmi les « intéressés », de taxer cette prise de position de « *républicanisme assimilationniste* » dans leur premier « *Appel* » fondateur⁵ ? Est-il pourtant possible d'ignorer

que, depuis sa fondation, notre république est demeurée bourgeoise ! Et comme si l'exaltation de la « diversité », ethnique ou culturelle, psalmodiée en chœur par la Gauche bien pensante et la Droite « éclairée » n'était pas, le plus souvent, rien d'autre qu'une manière d'accepter l'inégalité sociale en la camouflant. Ou comme si l'« *universalisme égalitaire, affirmé pendant la révolution française* », fustigé par les Indigènes de La République dans leur Manifeste, était incompatible avec ce « *droit à la différence* » qui peut, certes, servir les causes les plus honorables, mais aussi à effacer, comme le note Walter Benn Michaels, « *la seule différence qu'une véritable politique de gauche devrait chercher à éliminer : la différence entre les classes* »⁶. Comment comprendre, s'interroge une anthropologue, le choix d'aborder en termes de colonisation « *un ensemble de phénomènes autrefois répertoriés comme relevant de la domination* »⁷ ?

Sur le mode victimaire de la souffrance, pour les uns, et de la repentance, pour les autres, la métaphore du post-colonisé qui « *s'épanche sur son sort, ses blessures incicatrisables, ses meurtrissures permanentes* » est ainsi en passe de prendre la place du dominé, « *figure sociopolitique façonnée sur son antithèse de révolte* »⁸. Il n'est pas difficile, dès lors, de deviner qui va perdre au change, à continuer dans cette voie : l'intelligibilité des mutations en cours des sociétés capitalistes, pour le plus grand profit des dominants.

Jean-Pierre GARNIER

1) Wassyla Tamzali, *Une femme en colère. Lettre aux Européens désabusés*, Gallimard, 2009.

2) *Ibid.*

3) Latifa Lakhdar, *Les femmes musulmanes, au miroir de l'orthodoxie islamique*, Gémenos, Éditions de l'Aube, Amal Éditions pour la Tunisie, 2007.

4) Christophe Darmangeat, « *Le marxisme et l'origine de l'oppression des femmes : une nécessaire réévaluation* », *Agone* n°43, 2010.

5) Appel des indigènes de la république « *Nous sommes les indigènes de la république* », rendu public en janvier 2005. www.indigenes-republique.org...

6) Walter Benn Michaels, *La diversité contre l'égalité, Raïsons d'agir*, 2009.

7) Monique Sélim « *De la globalisation des métaphores coloniales* », *L'Homme et la Société*, 2009/4, 2009.

8) *Ibid.*

Religion et politique

« *Religion et politique* » est un ouvrage de près de 400 pages, compilation thématique (la n° 5) qui reproduit, pour l'essentiel, des textes déjà publiés dans la revue « *Ni patrie ni frontières* » depuis 2004. Le livre se divise en trois parties. La première rappelle « *Pourquoi l'athéisme est important* » ou en tout cas pourquoi il le fut aux débuts du mouvement ouvrier pour les marxistes et les anarchistes. Elle permet de souligner quelques principes importants pour la lutte de classes, mais souvent oubliés aujourd'hui. Ces textes ne sont pas démentis par les récentes découvertes archéologiques qui confirment la fausseté historique de l'Ancien Testament, texte à la base des trois grands monothéismes - Islam compris !

La deuxième partie montre que, chez les marxistes comme les anarchistes, il s'est toujours trouvé des dirigeants politiques et des intellectuels - et non des moindres - qui critiquaient les limites de la laïcité, voire qui avaient une attitude assez ambiguë face à la religion tant ils étaient soucieux de montrer que le socialisme ou l'anarchisme se situaient dans la continuité philosophique - ou politique - d'idées défendues déjà sous l'Antiquité grecque ou par les hérésies chrétiennes médiévales.

La troisième partie aborde des questions plus actuelles, qu'il s'agisse de l'attitude des religions face au Sida, de la Droite chrétienne américaine, de l'Église anglicane, de « l'islamophobie », de l'attitude de Sarkozy face aux religions ou du rôle belliciste et militariste (peu connu en France) du bouddhisme japonais.

Cet ouvrage ne prétend pas épuisser toutes les facettes d'un sujet complexe, d'autant plus que « *Ni patrie ni frontières* » a publié une autre compilation (la n° 2) sur les problèmes spécifiques que posent les rapports entre la religion musulmane et la politique (Islam, islamisme, « islamophobie »). (392 pages, 12 euros). La compilation n° 1, elle, est intitulée « *Question juive et antisémitisme, sionisme et antisionisme* » (366 pages).

Pour toute commande (les frais de port sont compris dans le prix) ou pour recevoir gratuitement le catalogue des publications de « *Ni patrie ni frontières* » s'adresser à : Yves Coleman 10 rue Jean-Dolent 75014 ou yvescoleman@wanadoo.fr Site Internet : mondialisme.org

Le service public du 21^{ème} siècle

Contribution aux débats pour les Etats Généraux¹

Si l'enjeu du débat est bien d'inscrire la lutte pour le service public dans le cadre d'un projet de société faisant prévaloir la « justice sociale » et ce, afin que les mobilisations à venir soient fondées sur le socle fédérateur et non plus seulement sur le maintien de ce qui est en train de disparaître, l'exigence de réflexion s'impose. L'esquiver au motif qu'elle briserait l'unité d'action, c'est avoir une piètre idée de celle-ci, ce qui, au demeurant, me paraît préserver des formes de mobilisation-pression institutionnalisées qui ne remettent pas en cause le système et s'appuient sur une idée fautive, à savoir l'incapacité supposée des classes populaires de comprendre les enjeux de la transformation sociale souhaitée. De manière récurrente, on oppose par conséquent le local au global, l'action immédiate de protestation à la réflexion argumentée². Ce qui tente d'apporter quelques éléments tendant à faire saisir l'importance d'entrer dans le débat contradictoire plutôt que de le fuir.

Il me semble d'abord qu'il convient de lever un certain nombre d'ambiguïtés que peut véhiculer la notion de reconquête du service public avant d'indiquer les obstacles qu'il nous faudra surmonter pour faire vivre cette conception nouvelle du service public et, en conséquence, de suggérer ensuite les formes d'actions qui s'en déduisent.

Reconquête, quelles reconquêtes ?

Contrairement à ce qui peut être proclamé sous un mode nostalgique, en se référant aux Trente Glorieuses ou à la période précédant la privatisation-démantèlement des services et entreprises publiques, la société française n'a jamais été égalitaire, solidaire et fraternelle. Sans nier l'apport du Conseil National de la Résistance et, pour le moins, l'institution de la sécurité sociale, du statut des fonctionnaires, du code du travail ..., force est de reconnaître que ces avancées n'ont guère produit une société de justice sociale. Les droits économiques et sociaux (préambule de la Constitution de 1946) sont demeurés pour l'essentiel des principes qui se sont trop peu traduits dans la réalité. Que l'on songe aux grèves de 1948, à l'éviction des Communistes, aux dérives coloniales de la 4^{ème} République, au traitement des populations immigrées dans les bidonvilles et les foyers Sonacotra, aux combats pour le logement décent

autour de l'abbé Pierre, aux discriminations racistes, aux guerres du Vietnam et d'Algérie, sans parler des « événements » de 68 et tout particulièrement de la lutte des OS contre le taylorisme et aux salaires de misère³, et l'on saisira que la République, objet d'un compromis historique après la Libération, ne fut en fin de compte que le moyen nécessaire pour le capitalisme français de se restaurer. Compromis dans la collaboration, il avait



besoin d'une part d'appuis extérieurs (les USA, le plan Marshall) et d'autre part de temps pour juguler un rapport de forces qui lui était défavorable (faire avec les conquêtes sociales). Cette appréciation est à relativiser au regard des aspirations à l'égalité portée par les luttes et le rejet partagé dans les classes populaires des inégalités que traduisait l'espérance d'un mieux être fondé sur la possibilité d'ascension sociale.

Alors quelle reconquête ? S'agit-il de prôner de nouvelles nationalisations ou la municipalisation d'un certain nombre de services ? L'étatisation d'activités ou leur institutionnalisation décentralisée renvoie leur gestion à un appareil d'experts, coupés des usagers, à une machine étrangère aux aspirations populaires et ce, dans la mesure où le peuple lui-même n'a plus le droit à la parole sinon par le dépôt périodique d'un bulletin de vote.

Le projet de service public du 21^{ème} siècle, pour être novateur, doit pour le moins porter trois dimensions essentielles :

- L'extension de la démocratie sociale, la dimension autogestionnaire des activités de production de biens et de services
- L'extension du revenu socialisé : les biens communs ne sont pas marchandisables ce qui signifie la promotion de la

gratuité. La solidarité suppose la redistribution de richesses par le moyen du service public (école, transport, logements sociaux, information, eau ...), elle doit bien évidemment se mesurer au bon usage qui en serait fait pour satisfaire les besoins vitaux et pénaliser le « mémessage ». Pour ne prendre qu'un exemple cité par Paul Ariès⁴, l'eau serait gratuite jusqu'à un certain seuil pour les familles et très chère au-delà (pour remplir sa piscine)

- L'accès au service public ne dépendrait plus de la capacité pécuniaire de chacun et serait porteur de justice sociale. Reste que ce ne serait pas suffisant pour engager la société vers l'égalité réelle. La précarisation et la paupérisation des classes populaires d'un côté, et à l'autre pôle, l'extrême richesse accumulée posent, non seulement la question de l'échelle des revenus (de 1 à 500 ou de 1 à 5 ?) que ne saurait résoudre la distribution de biens publics, mais également le financement de ce nouveau type de service public qui serait plus une conquête qu'une reconquête d'un existant disparu.

Ce projet de service public du 21^{ème} siècle est incompatible avec une vision étatiste. Ses formes organisationnelles, autogérées, décentralisées, de proximité, posent le problème de la transformation du secteur associatif et mutualiste ainsi que celui de son financement et de son contrôle populaire.

A quels obstacles le projet du service public du 21^{ème} siècle se heurtera ?

On peut, pour faire court, en citer trois qui, en fait, se réfèrent tous à la domination de l'oligarchie capitaliste.

- **Le capital.** Promouvoir le service public et son égal accès aux biens communs suppose un apport en capital, une redistribution des richesses pour le faire fonctionner. Certains pensent que l'augmentation des impôts sur les hauts revenus serait la panacée, sans prendre en compte la dimension d'exploitation capitaliste de la propriété privée des moyens de production. C'est bien évidemment cette domination du capital financier, des transnationales qu'il faut mettre en cause et, par conséquent, poser le principe de l'expropriation sans indemnités des capitalistes. La socialisation, pour le

moins, des principaux moyens de production doit être inscrite dans le projet de société et tout particulièrement celui de la richesse accumulée, autrement dit, les banques. Certains parlent d'ailleurs à ce sujet d'un pôle bancaire public à constituer. Cette question reste à approfondir quant à sa gestion et à son rôle. Elle pose, pour le moins, le problème de la conjugaison de la planification démocratique et de l'autogestion.

- **L'appareil d'Etat** républicain (!) est, de fait, au service des élites et du capital financiarisé. Cette 5^{ème} République, comme les autres, quoique la dernière période du libéralisme en accentue les traits, est celle des nantis. Cet appareil, avec ses modes de gestion, de reproduction des élites, qui naviguent du public au privé et vice versa, les modes de pensée qu'il véhicule, est incompatible avec la vision d'une démocratie sociale ou interviennent dans le champ des décisions à prendre les classes populaires étrangères à une telle machine au service de l'ordre dominant, surtout dans ses aspects les plus régaliens (armée, police, justice).

- **Le 3^{ème} obstacle** est celui de cette élite politicienne de droite et de gauche, qui, sortie de l'ENA, d'HEC ou des milieux affairistes aspire à s'insérer dans les hauteurs de l'Etat en prétendant changer les choses (la rupture, les réformes ...) pour que rien ne change. Elle entretient une manière de penser la chose publique afin qu'elle soit l'apanage exclusif de ceux qui se prétendent légitimes pour la gérer.



Elle vit en connivence, en consanguinité avec le système de capitulo-parlementarisme où la délégation de pouvoir lui sert d'alibi démocratique. Elle est partie prenante de cette oligarchie mondialisée et des institutions qui en défendent les intérêts (OMC, FMI, banque mondiale, Commission européenne ...). L'hégémonie de ce système de partis où la cooptation des dirigeants est la règle non écrite est à briser. Seule l'initiative des classes « subalternes » agissant en toute autonomie peut commencer à ébranler ce carcan, en posant sur toutes les actions qu'elles développent la nécessité d'un

changement de régime qui lui soit plus favorable.

Avec la crise du système capitaliste que nous connaissons, s'ouvre certainement une nouvelle période de lutte de classes où les compromissions, les partenariats sociaux, les paritarismes et autres lunes de la cogestion sous domination des intérêts des dominants s'avèreront de plus en plus difficiles à assurer. Les mobilisations depuis 1995 semblent en attester. Le système de libéralisation des capitaux, de délocalisations, de privatisations des services et entreprises publics s'est délégitimé de lui-même. Quoi qu'en disent certains, il est impossible de moraliser le capitalisme. Mais peut-on en sortir ? C'est là, précisément, où se niche pour une part le degré de résignation des classes populaires dont l'esprit a été formaté à la délégation de pouvoir et qui se heurte au poids des appareils qui entretiennent l'idée qu'il y aurait nécessité à distinguer le social et le politique, les revendications et les aspirations à l'émancipation. Or, la démocratie sociale à promouvoir doit précisément résoudre dans l'action et la réflexion ces contradictions entre gouvernants et gouvernés, entre dirigeants et dirigés. Que faire pour agir ici et maintenant en ce sens ?

Au-delà des corporatismes, la convergence des luttes pour faire reculer les inégalités

Notre boussole doit être l'égalité et la justice sociale qui, dans l'action et dans les interventions, fait prévaloir la convergence des luttes pour la **revalorisation des salaires** directs et indirects - prestations sociales, revenus socialisés (le service public). Chaque mobilisation doit avoir pour objectif de pénaliser, faire reculer l'emprise du capital.

Il en est de même pour la **bataille pour l'emploi** qui devrait, comme une nécessité du bien vivre écologique, de proximité, exiger la relocalisation d'activités industrielles qui peuvent être déployées sur place en affirmant que nous n'avons nul besoin des actionnaires et autres rentiers du capital pour développer une **économie au service de l'Homme**, un service public géré par et pour les usagers.

Cette convergence des luttes pour les salaires, l'emploi et le service public suppose une adéquation avec les formes d'actions qui, même symboliques, doivent viser comme leurs **adversaires, l'E-**

tat et le système capitaliste, car, ce qui est en jeu n'est rien d'autre que l'abolition du salariat et du patronat et, par conséquent, l'extension du revenu socialisé par le moyen du service public.

Dans ce difficile chemin à parcourir l'on se heurtera, non seulement à l'incrédulité entretenue, mais surtout au cercle des connivences et de la consanguinité des élites politiciennes. Il appartient à la « gauche radicale » de dépasser ses divergences en favorisant le débat serein et argumenté, en faisant reculer l'intolérance et le sectarisme qui la gangrènent, les compromissions qui la guettent et de prouver en définitive qu'elle est porteuse, réellement, du projet de démocratie sociale qu'elle proclame. Au demeurant, la principale difficulté à surmonter dans le moment présent, demeure son manque d'enracinement dans les classes et quartiers populaires, et parfois, sa propre suffisance vis-à-vis de la paupérisation, de la précarisation, de la stigmatisation dont celles-ci sont les victimes. L'irruption récente de la grève des sans papiers, la révolte qui couve dans les banlieues, la colère qui s'exprime à l'occasion de fermetures d'entreprises et de services, tendent à prouver que nous ne sommes pas (encore !) à la mesure des défis qui nous attendent. Il nous faudrait beaucoup de « Rousseau des ruisseaux », de spontanéité créatrice pour les surmonter. Toutefois, comme l'histoire semble le démontrer, l'irruption du mouvement populaire peut produire de lui-même bien des changements.

Tout ceci pour dire la nécessité de poursuivre, d'approfondir, d'amplifier ce débat qui est le nôtre.

Gérard Deneux

Amis de l'Emancipation Sociale

Le 2.07.2010

1) Elle fait suite au débat organisé à Vesoul par les organisations suivantes (Amis de l'émancipation sociale, CGT, comité de vigilance Lure-Luxeuil, coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités, Europe Ecologie-les Verts, FSU, LDH, MODEM, NPA, PCF, Parti de gauche, PS, Sud-solidaires, UNSA) qui appelaient tous à " une société plus juste et plus égalitaire impose le maintien et le développement du service public " le 28 juin 2010.

2) La mobilisation politique contre le TCE et l'issue du référendum ont prouvé le contraire. Malgré les difficultés de compréhension du texte et de ses enjeux, nombre de citoyens se sont emparé du débat.

3) Le SMIC a été augmenté de 30 % suite aux " accords " de Grenoble.

4) Voir de Paul Ariès " La décroissance : un nouveau projet politique " éditions Gollias 2008.

Entre colère et résignation

Les effets de la crise vont commencer à se faire durement sentir avec les politiques d'austérité mises en place contre les classes populaires. Nous nous sommes souvent interrogés au sein du comité de réalisation d'ACCpES sur « l'état d'esprit des masses » et sur leurs capacités réelles à s'en prendre au système et au régime lui-même, tout en se dégageant de l'emprise des directions syndicales. Est-ce la bonne façon de se poser la question du niveau de conscience qui les anime ? On vaudrait, ici, donner quelques éléments de réponse qui se dégagent « d'explications » un peu courtes : soit l'individualisme régnant, soit la prégnance des directions syndicales (ou l'absence de direction révolutionnaire ?) « réformistes-collaborationnistes » sans nier pour autant qu'elles peuvent rendre compte, ne serait-ce qu'en partie de la « faiblesse » des mobilisations. Mais, à l'heure où sort ce numéro, on peut déjà en savoir plus (après le 7 septembre)...

A partir d'une enquête, relatée et commentée par Gérard Mauger sur la signification de l'abstention aux dernières élections régionales¹, et de paroles ouvrières de Metaleurop², des indications à notre avis intéressantes peuvent être formulées surtout si on les rapporte ensuite à la séquence que nous vivons.

Sans enquête, pas le droit à la parole

Mise à part l'exception de l'élection présidentielle (16,3%), l'abstention devient un phénomène persistant qui a tendance à s'amplifier, tout particulièrement dans les couches populaires. Au 1^{er} tour des élections régionales, elle a atteint 53,6%, au 2^{ème} tour 48,9%. L'analyse par catégorie fait apparaître la signification sociale du phénomène : les jeunes de 18 à 34 ans se sont abstenus à 72%, les femmes à 58 %, les ouvriers à 69%, les employés à 64%.

Qu'en disent les intéressés (en Seine St Denis) ? Gérard Mauger décrypte 5 séries de représentations populaires de l'enjeu des abstentions :

1. Le désintérêt ou plutôt le sentiment de n'avoir ni les moyens, « ni le droit de prendre la parole » car c'est à n'y rien comprendre. Il l'attribue au manque de capital scolaire, ce qui est contestable.
2. « Tout est joué d'avance », c'est-à-dire la perception que sur la scène électorale les dés sont pipés, ce que renforcent les sondages avec leurs pronostics et leurs favoris
3. Il y a ceux qui parlent d'expérience. A quoi ça sert de voter, rien ne change. Les jeux de l'alternance gauche-droite et vice-versa ainsi que le vote contre le TCE tenu pour nul.
4. Plus affirmatifs sont ceux pour qui tous les partis politiques « de droite et de gauche, c'est pareil ». Ils ont encore plus intégré les

aspects néfastes des politiques libérales

5. Enfin, la dernière série est plus accusatoire : le personnel politique est défini comme une « caste de privilégiés », « des adversaires complices », ne pas voter c'est donc refuser « d'être un jobard ».

Ces dires ne renvoient pas de manière implicite à l'individualisme mais au caractère dérisoire de ce que proposent les forces politiques pro-système et à l'absence de perspectives.

Même si les paroles d'ouvriers en lutte de 2003 datent, elles nous en disent beaucoup plus du fait de la praxis sociale qu'ils ont accumulée dans leurs confrontations avec « les politiques » :

« Quant aux politiques au niveau national, je suis déçu, je ne voterai plus jamais. J'ai pris l'initiative de renvoyer ma carte d'électeur, j'ai été suivi, on en a ramassé plus de 270 et on a tout envoyé »

« Regardez ce que vous avez au gouvernement, ils sont où les autodidactes, ceux qui sont proches des gens ? Même Jospin n'avait jamais conduit une mairie, comment voulez-vous qu'il soit près des gens ?... Il nous faut des écrivains, des philosophes, des gens révolutionnaires comme par le passé, il faut dénoncer le monde fou de la Bourse qui casse les entreprises »

« Le capitalisme est de plus en plus sauvage, on nous enlève tous nos avantages, on veut nous faire travailler plus et nous payer moins. Alors, quand on parle de violence, il faut comprendre que c'est la colère et le désespoir ».

« J'ai voté Chirac (contre le Pen ndr) et je le regrette : faut pas choisir entre la peste et le choléra. D'autant qu'ici on n'a pas de problème de racisme. On bosse ensemble et quand vous avez vu des copains cramés, écrasés, tués, vous savez que le sang, il coule toujours rouge pour tout le monde ... C'est drôle mais c'est dans la lutte qu'on a tous fait vraiment connaissance ».

On pourrait certainement citer d'autres paroles plus récentes qui conforteraient cette idée que les luttes sont source de connaissance et de reconnaissance, elles renvoient à un concept que nous avons souvent utilisé, celui d'auto activité et plus généralement au vécu de la pratique sociale des classes populaires. Mais rien n'est joué d'avance et l'atonie sociale est toujours possible, là où la désespérance sociale l'a emporté³, là où ne se manifeste aucune voix pour faire germer l'espérance sociale. S'il est vraisemblable qu'on ne peut parler au nom des masses sans les avoir préalablement écoutées, il est tout aussi judicieux d'affirmer qu'il faut être en capacité de saisir les ressorts de la conjoncture dans laquelle nous sommes afin d'en comprendre les potentialités.

Comment caractériser la conjoncture ?

Avec le déclin de l'hégémonisme étatsunien, on assiste à une fragmentation régionale du monde où les zones de libre échange se font concurrence tout en préservant les intérêts de leur zone (Asie, Eurasie, Amérique latine). En Europe, la fuite en avant d'un élargissement sans fin et sans limites est source de contradictions : le monstre institutionnel construit à cet effet ne peut que produire des compromis boiteux, en recourant à la défense d'intérêts nationaux et aux accords bilatéraux que seront tentés de négocier un nombre restreint de pays. Les classes dominantes en Europe ont choisi, pour résoudre à leur manière la crise du système capitaliste, d'accentuer la logique prédatrice du capital. Il s'agit évidemment pour elles, de se donner les moyens de rembourser les dettes que les Etats ont contractées pour renflouer les banques ou les actionnaires, en en faisant payer le prix aux classes populaires. Cette agression suggère la potentialité d'une riposte. Pour l'heure, l'Europe de l'Est apparaît comme celle de la réaction et de l'ethnisation des conflits. Le renversement de situation augure de la résistance des classes ouvrières et populaires (Grèce) à moins que la résignation l'emporte (Estonie, Lettonie, Islande ...) et ne provoque des flux d'immigration.

En France, peut-être plus qu'ailleurs, le politiquement correct, libéral et européiste est mort. Les forces pro-système sont en passe de perdre leur hégémonie politique. Le bloc d'alliances contradictoires entre les couches supérieures et d'une fraction des salariés tentée par Sarkozy s'effrite. Des segments importants des forces sociales pro-système sont déstabilisés idéologiquement et prêts à basculer dans des mouvements de défense de leurs intérêts corporatistes malmenés. La droite extrême cultivera ces ressentiments avec d'autant plus de facilité que les postures, les gesticulations, les astuces rhétoriques de Sarko et de sa bande apparaissent dérisoires au regard des « révélations » sur leur consanguinité avec les nantis du CAC 40. Impossible désormais d'agiter le thème du pouvoir d'achat ou de continuer à débaucher des barons sociaux que leurs ambitions personnelles et leurs haines recuites ont conduit dans les bras de Sarko. Ne reste plus que le fond de commerce de la peur, de la stigmatisation des étrangers, des populations issues de l'immigration. Seul le FN relooké (Marine Le Pen) capitalisera les effets de cette excitation. La période qui s'ouvre risque d'être celle des démagogues où le cynisme et la manipulation ont de beaux jours devant eux. Comme l'ont déjà pratiqué des politiciens pour tirer leur épingle du jeu de la concurrence électorale en se présentant comme des partisans anti-système⁴. A moins que, d'ici là, ces tours de passe-

En évoquant quelques uns de ses combats, Alternative libertaire rend hommage à Georges Fontenis disparu début août. Toute notre équipe s'associe à cet hommage.

pas où sont brandis les thèmes de l'identité nationale, la moralisation du capitalisme, les diatribes contre la BCE ... le mouvement populaire, gréviste, ne les ait amenés à composer. Au sein de la CGT et dans des syndicats comme SUD, voire FO, des travailleurs manifestent la volonté d'en découdre. Les importantes manifestations du mois de juin démontrent que des mobilisations plus puissantes sont possibles.

Il n'en demeure pas moins que les précaires, les chômeurs, les sans papiers, les populations issues de l'immigration n'ont pas encore rejoint le mouvement pour lui donner une tonalité plus subversive. C'est que la résignation l'emporte encore sur la colère, faute de perspectives et sur fond de division des classes populaires et des organisations qui, peu ou prou, se réclament de la transformation sociale. Dans la conjoncture, s'ils ne sont pas capables de les surmonter, ils porteront une lourde responsabilité sur ce qu'il adviendra. En Europe, depuis 1995, les classes ouvrières et populaires françaises sont assurément les seules qui ont résisté au laminage libéral où le mouvement syndical, à la différence de ce qui s'est passé en Grande Bretagne (Thatcher), n'a pas été vaincu. Il appartient aux forces qui se réclament de l'anticapitalisme et à celles qui dénoncent avec virulence le libéralisme d'unir, de fédérer leurs faibles forces pour tenter de réitérer sous d'autres formes et dans l'action ce qui s'est produit lors de la campagne contre le TCE. Est-ce possible ? Si une telle tentative voyait le jour, la question immédiate qui se poserait serait de vaincre politiquement les partisans de solutions de compromissions avec les socio-libéraux car la seule utilité d'une telle fédération de forces doit consister à mettre Sarko KO, à satisfaire les revendications d'urgence sociale⁵ et non pas à composer avec ce pouvoir de plus en plus perçu comme illégitime. Ceux d'en haut doivent ne plus pouvoir gouverner comme avant. Les potentialités de prise de conscience plus radicales existent, les partisans du NON au TCE n'ont pas disparu ni la mémoire des luttes depuis 1995. En outre, les résistances en Grèce, en Espagne, au Portugal ... sont susceptibles de les conforter. La reconstruction du mouvement ouvrier et populaire est à l'ordre du jour ... mais dans des conditions extrêmement difficiles.

Gérard Deneux

1) Dans la revue trimestrielle *Savoir Agir* n°12 - juin 2010 - L'enquête à laquelle fait référence Gérard Mauger a été conduite en Seine Saint-Denis où l'abstention a atteint 64.1 %. On en reprend, ici, les grandes lignes. Le numéro de cette revue consacrée aux "Luttes au travail" comporte d'autres analyses intéressantes sur les obstacles à la mobilisation.

2) Lire "Metaleurop. Paroles ouvrières" de Frédéric H. Fajardie - édition Mille et une nuits, dont on cite plusieurs extraits. On part de l'hypothèse qu'il y a une mémoire des luttes et que ce qui s'est exprimé, peut resurgir avec plus d'ampleur à condition que ... voir les éléments de conclusion ci-après.

3) Lire l'article de Julien Brygo "Apartheid social à Glasgow. Vivre riche dans une ville de pauvres" et l'enquête de Gatien Elie, Allan Popelard et Paul Vannier "Exode urbain, exil rural. Les pauvres relégués à la campagne" *Le Monde Diplomatique* août 2010.

Une figure internationale du communisme libertaire nous a quittés

C'est une des dernières personnalités du mouvement anarchiste des années 1940-1950 qui vient de disparaître avec Georges Fontenis, décédé à Tours le 9 août 2010 dans sa quatre-vingt-dixième année. Il restera, dans la mémoire du mouvement ouvrier, comme un infatigable combattant du communisme libertaire, un acteur du soutien aux indépendantistes algériens, un syndicaliste de l'École émancipée, un des animateurs de Mai 68 à Tours et un des piliers de la Libre-Pensée d'Indre-et-Loire. Jusqu'à ses derniers jours, il a été adhérent d'Alternative libertaire.

Issu d'une modeste famille ouvrière des Lilas, Georges Fontenis fut projeté dans le militantisme anarchiste par Juin 36 et l'enthousiasme pour la Révolution espagnole. Membre de la CGT clandestine sous l'occupation, ce jeune instituteur à Paris 19e devint, à la Libération, un des militants les plus en vue de la Fédération anarchiste (FA). Dès 1946, il fut élu secrétaire général de cette organisation, véritable pôle de résistance à l'hégémonie stalinienne dans le mouvement ouvrier de l'époque.

Très proche des Espagnols de la CNT-FAI en exil, Georges Fontenis fut, en 1946-1950, un des promoteurs de la CNT française (CNT-F), qui se présentait comme une alternative à la CGT stalinisée et à une CGT-FO atlantiste. Après l'effondrement de la CNT-F en 1950, il rejoignit la Fédération de l'Éducation nationale (FEN) et fut actif au sein de sa tendance syndicaliste révolutionnaire, l'École émancipée.

Georges Fontenis fut ensuite un des principaux protagonistes des luttes d'orientation qui déchirèrent l'organisation anarchiste en 1951-1953, et qui aboutirent à la transformation de la FA en Fédération communiste libertaire (FCL). Il devait en garder, par la suite, une réputation sulfureuse. Il s'en expliqua dans ses Mémoires, publiés une première fois en 1990. Réédités en 2008 par les éditions d'Alternative libertaire sous le titre *Changer le monde*, ces Mémoires constituent une pièce de premier ordre pour les historiens de l'anarchisme, mais aussi une forme de bilan politique de cette période, non exempt d'autocritique.

Quand éclata l'insurrection algérienne de la Toussaint 1954, la FCL s'engagea dans le soutien aux indépendantistes et Georges Fontenis mit sur pied, avec ses camarades, un des tout premiers réseaux de « porteurs de valises ». Ce n'est cependant pas son action clandestine, mais sa propagande au grand jour qui valut à la FCL d'être démantelée par la répression. Interpellé par la DST au terme de plusieurs mois de cavale, Georges Fontenis passa près d'un an en prison et fut définitivement proscrit de l'Éducation nationale en Région parisienne. Cette période a été racontée dans un documentaire de 2001, *Une résistance oubliée (1954-1957), des libertaires dans la guerre d'Algérie*.

Après sa libération, Georges Fontenis s'installa dans la région tourangelle, qu'il ne devait plus quitter. La FCL étant détruite, il continua néanmoins son action dans les réseaux de soutien à l'indépendance algérienne.

Il fut de nouveau appelé à jouer un rôle en mai-juin 1968, en étant un des principaux animateurs du Comité d'action révolutionnaire de Tours. Dans la foulée, il tenta de relancer un Mouvement communiste libertaire (MCL), fortement teinté de conseilisme, mais qui fut un échec. Il devait par la suite adhérer, en 1980, à l'Union des travailleurs communistes libertaires (UTCL), puis à Alternative libertaire.

La vie de Georges Fontenis a, pendant plusieurs décennies, été liée au mouvement ouvrier et à son courant libertaire. Il en a partagé les avancées, les reculs et les luttes passionnées. Militant politique, il savait tirer les enseignements des échecs sans céder au découragement. Mais l'itinéraire de Georges Fontenis fut aussi un itinéraire personnel. Façonné par l'anarchisme, il voulut le transformer en profondeur. Pour cela, il fut vivement décrié par certains, et considéré par d'autres, en France et ailleurs, comme une référence. Son bilan forme-t-il pour autant un bloc, à prendre ou à laisser ? Nullement. Mais Alternative libertaire et, au-delà, le courant communiste libertaire international savent ce qu'ils lui doivent, et c'est pour cette raison que nous rendons hommage à un homme qui, désormais, appartient à l'Histoire.

Les militants qui l'ont côtoyé dans ses combats en garderont, pour beaucoup, le souvenir d'un camarade chaleureux, bon vivant, doué d'humour et d'une grande lucidité. C'est encore l'image qu'il laisse dans le documentaire qui lui a été consacré en 2008, *Georges Fontenis, parcours libertaire*.

AL assure sa compagne Marie-Louise ainsi que sa famille de sa solidarité dans ce moment douloureux. Le mensuel Alternative libertaire saluera longuement Georges Fontenis dans son numéro de septembre. Nous envisagerons également l'organisation d'un événement public en son souvenir à l'automne, probablement à Tours.

Alternative libertaire, le 10 août 2010

BP 295 75921 PARIS Cedex 19 www.alternativelibertaire.org

Rencontres et lectures à contre courant

Les Autres Voix de la Planète

Le n° de juillet 2010 de la revue trimestrielle du CADTM (Comité de l'Annulation de la Dette du Tiers Monde) ouvre sur un hommage à Denise COMANNE, disparue brusquement le 28 mai dernier. D.COMANNE fut une militante fortement engagée contre toutes les formes d'oppression et pour soutenir les alternatives respectueuses des droits des peuples ainsi que les droits des femmes. Comme l'a écrit B. Langlois dans "Politis", elle "était une sacrée bonne femme". Suit un dossier consacré à la "dictature des créanciers" avec trois titres : "Ouragan d'austérité sur l'Europe", "Face à la Sainte Alliance néolibérale du Grand Capital, il faut opposer le front unique de ceux d'en bas", "La religion du marché". Un second dossier "Ecologie" est constitué également de plusieurs textes. La revue conclut avec un article sur la reconstruction en Haïti, un second sur la tentative de destruction du syndicat des travailleurs mexicains (SME) par le gouvernement, et, en page de garde, une analyse du livre "Face aux crimes du marché, quelles armes juridiques pour les citoyens" de William Bourdon (éditions La Découverte 2010). La revue est accompagnée du DVD du documentaire de Philippe DIAZ "La fin de la Pauvreté?" Pour s'abonner (un an) à la revue «**Les Autres Voix de la Planète**» (4 numéros + les publications du CADTM) chèque de 38 € à l'attention du CADTM, 345 av. de l'Observatoire, 4000 Liège, Belgique. www.cadtm.org

Les ghettos du gotha

Comment la bourgeoisie défend ses espaces

La figure du militant est ordinairement associée au monde associatif et syndical, rarement à celui de la grande bourgeoisie. Or selon Michel et Monique Pinçon, bien plus que les autres groupes sociaux, les bourgeois constituent une classe à part entière, capable de se mobiliser pour produire et défendre ses privilèges. Riches de travaux déjà nombreux sur le sujet, les deux sociologues reviennent sur la manière dont la grande bourgeoisie française gère les limites de son territoire social. L'entre-soi demeure en effet une stratégie déterminante pour la défense de sa position.

À l'appui de cette thèse, les auteurs promènent le lecteur dans les mondes de la grande bourgeoisie (Neuilly, châteaux dans la Manche et dans l'Oise, lieux de villégiature...) et mettent en lumière l'importance des réseaux (rallyes, clubs, cercles, associations...) grâce auxquels les élites économiques, politiques et littéraires se retrouvent et agissent pour préserver leurs espaces géographiques et sociaux. La grande bourgeoisie française n'est donc pas peuplée d'individualités soucieuses avant tout de leurs intérêts personnels. Pour celles et ceux qui accumulent le capital dans toutes ses dimensions (économique, politique, social...) et qui, depuis longtemps déjà, se sentent chez eux partout dans le monde, le collectivisme est la norme. Ce n'est pas la première fois que les auteurs soutiennent cette idée, mais leur argumentation ne cesse de s'améliorer.

« **Les ghettos du gotha - Comment la bourgeoisie défend ses espaces** » de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot est paru au Seuil, 293 pages 19 euros.

Incidents de classe en Chine

« *Les chemins non tracés* » BP 259 84011 AVIGNON cedex 01 – nontraces@no-log.org ont produit une brochure composée d'articles parus dans le bulletin « *Echanges* » (BP 241 75866 PARIS cedex 18 – www.mondialisme.org – abonnement : 15 euros pour 4 numéros + les brochures publiées dans l'année) et d'extraits du livre de Bruno Astarian « *Luttes de classe dans la Chine des réformes (1978-2009)* » publié aux Editions Acratie.

La brochure « **Incidents de classe en Chine** » est disponible à « *Echanges* » et à « *chemins non tracés* ».

On en profite pour signaler que la bibliothèque des « *chemins non tracés* » - née fin 2003 – est un endroit où trouver les classiques théoriques ou historiques, des bouquins de références, épuisés ou récents, des revues aujourd'hui disparues et de nouvelles publications (2000 livres et brochures sont disponibles); des militant-e-s ont réussi à construire à Avignon un outil pour douter, réfléchir et se renseigner. Ils lancent un appel : « *si des cartons de vieux bouquins, brochures ou revues, encombrant tes étagères, ton garage ou ton grenier, n'hésite pas à nous contacter, nous on aime bien être encombrés* ».

Rosa Luxemburg

« *Critique Sociale* » (www.critique-sociale.info contact@critique-sociale.info) est un bulletin qui s'est fixé comme but de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales « *pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* ». Les animateurs de ce bulletin, qui s'inspirent du marxisme, et plus particulièrement du luxemburgisme, ont logiquement consacré un article dans le dernier numéro de « *Critique sociale* » (numéro 11 – août 2010) à un ouvrage paru récemment aux Editions du Seuil : « **Réconcilier marxisme et démocratie** » de David Muhlmann (19,50 euros) en se félicitant de la parution de cet ouvrage, mais en formulant aussi quelques réserves (« *nous ignorions que marxisme et démocratie étaient fâchés* », ironisent-ils).

Le livre de David Muhlmann pourrait avoir pour sous-titre : Du bon usage de Rosa Luxemburg. Il restitue en effet la vie et l'œuvre de la fondatrice de la Ligue spartakiste, assassinée en 1919, qui a su percevoir avec une lucidité exemplaire la dérive autoritaire du bolchévisme d'un côté, et la capitulation de la social-démocratie de l'autre. A la lueur de textes du siècle passé, il éclaire quelques uns des débats et enjeux politiques d'aujourd'hui, et s'efforce de dessiner les voies possibles d'un renouveau fidèle aux enseignements de Marx.

Les Mondes du Travail

« **Les Mondes du Travail** » est une revue semestrielle (140 pages pour le numéro 8) éditée par une association soutenue par la faculté de Philosophie, Sciences humaines et Sociales de l'Université de Picardie. Au sommaire de ce n°8 : un article intitulé « *derrière nos fruits et légumes, la surexploitation d'une main-d'œuvre étrangère* », un dossier sur les changements qui s'opèrent dans le champ du travail social et un étude sur le travail et les relations professionnelles en Espagne.

Pour vous donner une idée du ton et de la nature des questions soulevées dans cette remarquable revue on publie ici un extrait de l'édition :

« *Un individualisme prométhéen a vu le jour dans l'époque que nous vivons. Selon cette conception, l'individu, maître de son destin, détenteur d'un capital humain, se doit de le faire fructifier sinon de se reconverter ; il a l'obligation de participer activement au marché du travail (...) forçant la porte de la réussite, il ne demande rien et ne doit rien à personne. Lorsque [cette] représentation devient hégémonique, l'Etat perd sa responsabilité et n'a plus à intervenir qu'en cas d'accident de la vie et de naufrage social. En situant la responsabilité du côté de l'individu, les inégalités sociales sont légitimées ».*

« **Les Mondes du Travail** » 15 euros port compris pour le n°8. Pour s'abonner un an : 30 euros. Chèque à l'ordre de « *Les Mondes du Travail* », Faculté de Philosophie Sciences Humaines et Sociales, Chemin du Thil 80025 AMIENS cedex

Publicité

**Je voyage et je vois partout
des grands M de Mac
et des grands C de Coca
des multitudes de F de Ford
des T de Toyota**

**Je vois partout
des N de Nestlé et des S d'ESSO
des I d'IBM et des D de Disney.**

**Je vois de A à Z
des panneaux plein les rues
plein les yeux
de terre de feu
à Alaska
de Saint-Brieuc
à Calcutta.**

**Mais je ne vois nulle part
parmi tant de couleurs et de cris
le P de Poésie
ni le A de l'Art.**

Yvan Avena

*"La poésie se doit d'être
subversive. Oui, c'est presque
inévitabile : étant la plus profonde
et mystérieuse expression de l'âme
humaine, elle s'oppose nécessairement
aux contraintes liberticides
institutionnelles" écrit Yvan Avena,*

l'auteur du poème publié ci-dessus, extrait d'un
"cahier illustré", intitulé "indignation" et
composé d'une trentaine de textes poétiques
illustrés.

Yvan Avena a déjà illustré des centaines de
poèmes qu'il a exposés dans des galeries et des
musées du Guatemala, d'Espagne, de Honduras
et du Brésil, où vous pouvez le contacter:

Yvan Avena
Cx. Postal 651 - Goiânia-
Goiás CEP 74.003-901
(Brésil - Brasil)

Son blog :

<http://lepoetequivousparle.blogspot.com>

COMITE DE REALISATION

A. BIHR / H. COUPERNOT / L. DALSTEIN / G. DENEUX
J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT / M. MANSOUR / B. MARION
B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 10 Euros
 de SOUTIEN Euros
 Faibles ressources (selon possibilités)

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CPPAP

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

n° 0213 G 87630

A CONTRE COURANT
(service abonnements)
BP 12123
68060 MULHOUSE cedex 2

P

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 1/09/2010

Sommaire

- Page 1 Edito
Page 2 à 5 Grèce : Un affrontement décisif et difficile
Page 6 à 8 Palestine : Des conditions défavorables.
Des leurs d'espoir
Page 9 et 10 Sur l'angélisme" post-colonial"
Page 10 Religion et politique
Page 11 et 12 Le service public du 21^{ème} siècle
Page 13 et 14 Entre colère et résignation
Page 14 Hommage à Georges Fontenis
Page 15 Rencontres et Lectures
Page 16 Publicité

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>
Courriel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :
JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE